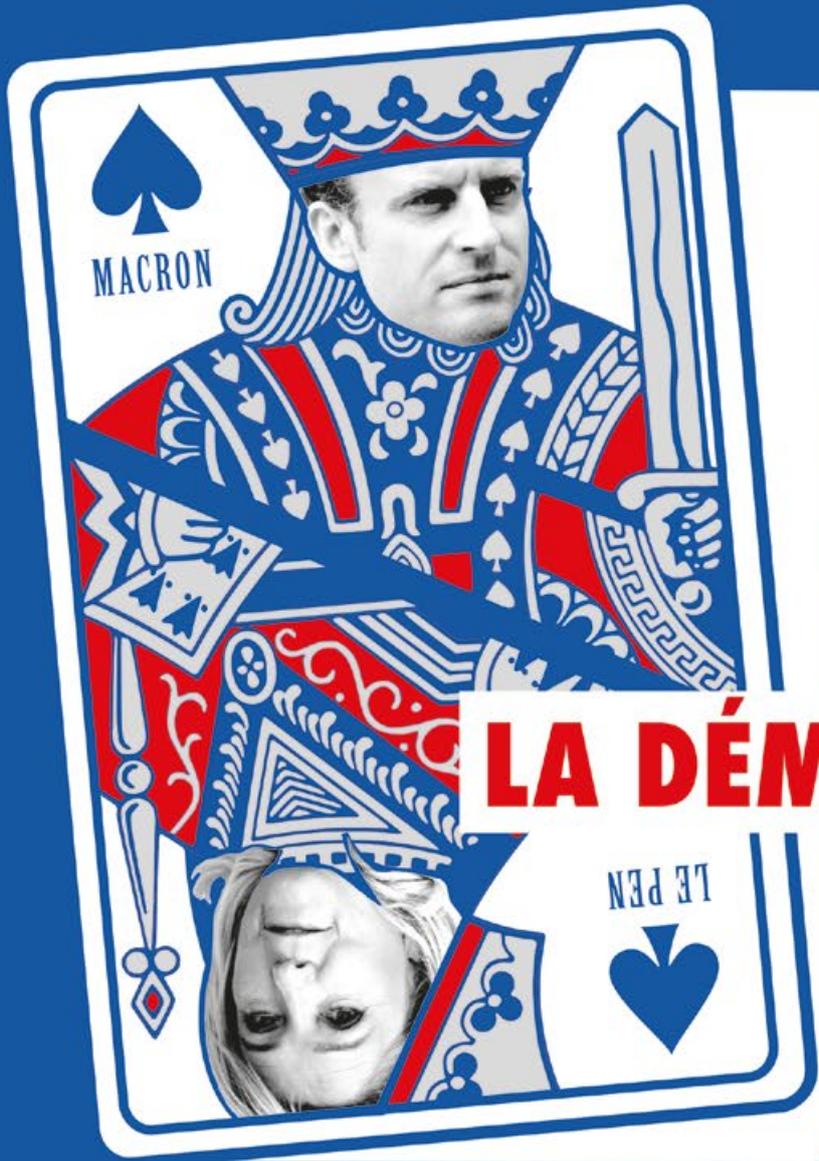


N°19 - MAI 2022 - 4€

PARTISAN

MAGAZINE



LA DÉMOCRATIE

**ON LA
VOYAIT PAS
COMME ÇA !**

**BILAN
DES ÉLECTIONS**

**GUERRE
EN UKRAINE**

Publié par
l'OCML Voie Proletarienne



ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex



L'OCML Voie Proletarienne

Ce que nous sommes,

Communistes, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

Communistes, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

Communistes, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Pour mieux nous connaître : www.ocml-vp.org

Pour nous contacter : contact@ocml-vp.org

ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex



L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire, sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Proletarienne, association suivant la loi 1901 déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

BILAN DES ÉLECTIONS

Sans vraiment de surprise Macron est réélu, et on en a repris pour cinq ans. Scrutin plus serré qu'en 2017 face à Le Pen, mais tout le ban et l'arrière ban de la bourgeoisie, plus ou moins réactionnaire, plus ou moins réformiste, de la petite-bourgeoisie intellectuelle paniquée par l'hypothèse de Le Pen au pouvoir, a voté le petit doigt sur la couture du pantalon pour Macron. Hollande et Sarkozy main dans la main avec Macron.

Nous sommes donc, comme en 2017, face au même défi : comment résister, comment construire une opposition de classe, anticapitaliste, digne de ce nom ?

Dans cette période incertaine entre la présidentielle et les législatives, il n'est pas inutile de prendre un peu de temps pour réfléchir.

LA NOTION DE VOTE UTILE

C'est le phénomène marquant des derniers jours avant le premier tour, et même du deuxième tour. On ne vote plus pour des idées, un programme, mais contre des ennemis qu'on veut éliminer. Quitte à se pincer le nez (rappelez-vous la pince à linge pour le vote Chirac au deuxième tour en 2002).

Le phénomène a joué à plein dans tous les sens :

- Le Pen a essoré la droite classique (Pécresse a fait 4,7%, Fillon 20% en 2017), Dupont-Aignan (2,1% contre 4,7% en 2017) et même au final Zemmour annoncé à 14% et fini à 7,1%. Vote utile d'extrême-droite.

- Macron a aussi essoré la droite classique, en se partageant le gâteau avec Le Pen, ainsi qu'une partie du PS, réduit à l'état de groupuscule. Vote utile de droite de gouvernement. C'est le vote de résignation, de soumission au capitalisme et à ses règles, à la compétence supposée de Macron, en mode « Il n'y a pas d'alternative dans la crise actuelle », comme Margaret Thatcher l'a martelé en Grande-Bretagne dans les années 1980.

- Mélenchon a essoré l'autre partie du PS, le PC, une partie des Verts, l'extrême-gauche, une partie de l'électorat de Macron de 2017 qui lui est revenue (de l'ordre de 5%, les déçus de Macron), et une frange importante d'abstentionnistes, en particulier dans les quartiers populaires.

D'où la « tri-polarisation » de l'élection relevée par tous les commentateurs.

Mais il faut sortir de l'explication superficielle – exacte par ailleurs.

Est-ce que ça ne manifeste pas le caractère vraiment factice de la démocratie bourgeoise ? On vient nous chercher une fois tous les cinq ans, en agitant le bulletin de vote, en nous assurant qu'on a le droit à la parole... mais quel droit ? Le droit d'éliminer, et encore...

Certes les candidats ont des programmes, qu'on a pu lire et commenter, comme la retraite à 65 ans, ou le RSA sous condition d'heures travaillées (la moitié du SMIC... la belle blague !). Ou le programme de Mélenchon, bien détaillé, argumenté...

Mais ce n'est pas ça que nous voulons. Comme le disait Chirac, « les promesses n'engagent que ceux qui les croient »... Et souvent la réalité met les belles promesses à la poubelle et la soupe est bien salée. On n'a pas oublié Mitterrand ou Hollande, Tsipras ou beaucoup d'autres. Ce que nous voulons, c'est vraiment décider, pour nous les prolétaires. Pas décider, une fois tous les cinq ans un catalogue de mesures qui seront, ou pas, appliquées.

Le vote utile, au final, c'est la dépossession ultime de notre point de vue. C'est la pression pour choisir un candidat qui n'est pas le nôtre, juste pour des calculs électoraux au final assez futiles.

Un autre article de ce magazine aborde la véritable nature de la démocratie bourgeoise, mais nous avons eu droit à une sorte de caricature.

LA POURSUITE DE LA DÉCOMPOSITION POLITIQUE DES PARTIS BOURGEOIS

Le PS était déjà en situation de mort clinique, c'est désormais confirmé, comme le PC. Il ne reste plus que les appareils locaux, municipaux et législatifs pour conserver un semblant d'existence. D'ailleurs, ces deux résidus se sont déjà entendus pour les législatives à venir.

Le phénomène touche désormais la droite classique, tirillée entre la droite libérale de gouvernement de Macron, et la frange qui flirte avec l'extrême-droite. Alors que la non qualification de Fillon en 2017, pourtant avec 20% des voix, avait été un séisme, que dire des 4,7% de Péresse, siphonnée sur ses deux flancs? Même une partie des électeurs a été dégoûtée et s'est rabattue sur Lassalle !!



La REM et les Insoumis s'en sortent, au prix du renoncement à l'existence d'un parti traditionnel, pour préférer une mouvance gazeuse et informelle, sous la férule d'un sauveur suprême, d'un gourou qui indique la voix à suivre. Si la REM va subsister le temps du deuxième mandat de Macron, il va être intéressant de voir comment les Insoumis vont assurer la succession de Mélenchon, hors de tout processus vraiment démocratique. Gageons qu'il va y avoir des surprises quand les ambitions et les dents longues vont se dévoiler...

Cette fragilité dans l'appareil politique et idéologique de la bourgeoisie pour maintenir son pouvoir risque de poser problème, et de faciliter l'avancée de l'extrême-droite qui théorise explicitement le rôle des chefs pour guider la nation.

L'ABSTENTION

L'abstention continue à progresser, en particulier dans les milieux populaires. Contrairement à ce que certains journalistes continuent à répandre, les ouvriers ne votent pas avant tout Le Pen, mais ils s'abstiennent, et cette progression est la marque du rejet en profondeur du système, même s'il ne se traduit pas en alternative.

D'ailleurs cette abstention est variable. Elle a même parfois diminué dans des quartiers ou des communes populaires (Vaulx en Velin, Vénissieux, Seine Saint-Denis), quand la mobilisation pour Mélenchon a été particulièrement forte : au-delà de ce qu'on pense des élections et de Mélenchon, c'est en tous les cas le signe que le débat politique est toujours bien vivant, et que ce qu'il manque véritablement, c'est une alternative anti-système, anti-capitaliste et anti-impérialiste.

Cela dit, si la progression de l'abstention est nette (+3%, un peu plus dans les quartiers populaires), elle poursuit une tendance de fond depuis les années 80, mais n'est pas notable, et c'est l'avenir qui dira ce qu'il en est.

ZEMMOUR ET LE DANGER FASCISTE

L'extrême droite progresse globalement de 5,4% (Le Pen, Zemmour, Dupont-Aignan), mais deux fois moins dans les quartiers populaires (+2,3%). Des nazillons fascistes autour

de Zemmour aux apprentis dictateurs Républicains (Ciotti, Wauquiez) en passant par le fonds de commerce du RN, on atteint un tiers de l'électorat. Notons que depuis 1995, l'extrême-droite est passée de 4,6 millions à 11,2 millions d'électeurs ce qui en dit long sur l'antifascisme électoral qu'on nous chante élection après élection.

Les Gilets Jaunes se sont partagés entre ceux des campagnes qui ont voté Le Pen, et ceux des villes qui ont voté Mélenchon ou se sont abstenus.

En fait, aujourd'hui, la progression de l'extrême-droite se fait sur un fond raciste et islamophobe, sexiste et homophobe plus que sur un projet économique. Pour l'instant, la bourgeoisie n'a pas besoin du fascisme, le candidat du MEDEF est de manière absolument évidente Macron, le banquier. D'autant plus en ces périodes troublées par les crises à répétition, crise sanitaire, crise militaire, crise écologique, crise économique, la bourgeoisie a besoin d'une personne de confiance et pas d'une exaltée incontrôlable. Ce qui rend la perspective Le Pen ou Zemmour peu probable, ou si par éventualité elle se produisait, peu viable : la bourgeoisie imposera ses directives au gouvernement quel qu'il soit.

Mais attention, on voit poindre quelques grands oligarques (autrement dit bourgeois monopolistes) comme Bolloré, qui pour des raisons idéologiques avant tout (c'est un catholique intégriste), sont prêts à sponsoriser l'extrême-droite la plus brutale. Cela dit, il n'est pas sûr que la grande bourgeoisie industrielle et commerçante mondialisée soit prête à ce choix (rappelons que Bolloré est avant tout un financier spéculateur).

Là encore, un autre article de ce magazine aborde la question plus à fond. Il faut rester vigilant, mais n'oublions que le fond de notre combat est anti-capitaliste et anti-impérialiste !

LE SUCCÈS DE MÉLENCHON

Qui l'eut cru au début de la campagne ? Avec 22% des voix, il échoue à un cheveu du deuxième tour, 550 000 voix de Le Pen. Du strict point de vue comptable et électoraliste, on comprend la haine des militants FI contre les candidatures Jadot ou Roussel.

Alors, c'est clair, Mélenchon est bien le digne successeur de Mitterrand, le calculateur qui a dynamité le PC, a rallié toute la gauche réformatrice derrière son panache blanc pour gagner le vote de 1981.

Avec son Union Populaire, Mélenchon a réussi partiellement la même manœuvre.

- Il a rallié une partie des cadres et des militants du PC qui ont mis l'espoir réformatrice au-dessus de la survie de leur appareil, qui ont refusé la candidature réactionnaire de Roussel, le candidat des flics, des chasseurs, du nucléaire, du gros rouge et de la Marseillaise. Roussel, qui fait à peine mieux que Buffet en 2007 et moins bien que Hue en 2002...
- Il a rallié une partie des cadres et des militants des Verts, qui ont retrouvé chez Mélenchon une partie de leurs préoccupations écologiques, en mode moins hésitant et conciliant que Jadot.
- Il a rallié une partie des éléphants du PS, des résidus historiques, comme Ségolène Royal, Taubira, et quelques personnalités qui veulent continuer à exister, en convainquant ainsi une dernière partie d'anciens électeurs socialistes en déshérence, par exemple dans le Sud-Ouest ou dans le Nord, convaincus par la réapparition d'une perspective réformatrice crédible.
- Il a essoré l'électorat de l'extrême gauche, Poutou et Artaud, qui ne font que survivre à 1,5% à eux deux depuis que Mélenchon se présente en 2012, alors qu'ils avaient même atteint plus de 10% en 2002. Quand on voit l'énergie folle dépensée par ces militants pour ces élections, quand on voit les mêmes résultats inutiles au fil des ans – car au final le résultat ne construit rien du tout, on se demande vraiment ce qui distingue les trotskistes de l'électoratisme le plus vulgaire, au-delà d'un discours radical et convenu, d'ailleurs le même d'une élection à l'autre. Coincés entre syndicalisme immédiat et élections, les trotskistes ne sont pas un avenir, et les réformatrices s'en accommodent bien en ramenant une partie des abstentionnistes vers eux.
- Et surtout, et là c'est une nouveauté, il a rallié toute la frange militante de la petite-bourgeoisie intellectuelle salariée (travailleurs sociaux, journalistes, enseignants...), sur le thème « Barrer la route à l'extrême-droite dès le premier tour ». Qu'il s'agisse des antifas (La Jeune Garde), et

surtout des militants racisés des quartiers (Bouteldja, Bouamama, Slaouti, Bouhafs, le collectif « On s'en mêle 2022 » etc...), ils se sont impliqués fortement dans cette élection, contre le danger fasciste et islamophobe représenté par Le Pen. Absolument aucun contenu de classe, juste une revendication démocratique antifasciste et antiraciste (« Mélenchon est le seul candidat qui n'est pas islamophobe »), dopée par les discours de Le Pen et Zemmour et de ce point de vue c'était très différent de l'orientation et de la dynamique classiste portée par Anasse Kazib (Révolution Permanente) qui aurait pu avoir un impact sur le même terrain.

Cette mobilisation est bien visible dans certaines communes où l'abstention diminue même (nous l'avons dit), et encore plus dans des bureaux de vote populaires, comme La Maladrerie à Aubervilliers, La Noue ou les Grands Pêcheurs à Montreuil, Le Mas du Taureau à Vaulx en Velin, Empalot à Toulouse etc.

Alors bien sûr, on peut regretter le caractère limité de ce vote, un vote de peur (tout à fait légitime) face à des ennemis toujours plus réactionnaires. Mais quoiqu'on en pense, c'est le signe que le débat politique est toujours bien vivant dans ces quartiers, et que le retrait du système électoral (l'abstention répétée) n'était que le signe de la disparition des partis réformatrices traditionnels de ces zones (PC, PS, Verts). Reste maintenant à donner un caractère de classe à cette réapparition, et là, c'est une autre affaire.

Mais là encore, on en voit poindre des traces, par exemple les collectifs qui se sont mobilisés autour de la candidature Kazib et refusé ensuite de se rallier à Mélenchon (comme le collectif Adama Traoré, par exemple).

- À noter que dans le même genre, Il a rallié une grande part du courant anarchiste et libertaire, fondamentalement petit-bourgeois, qui une fois de plus ne sait qu'associer un discours ronflant et radical avec l'opportunisme réformatrice le plus immédiat.

Sur quoi repose le succès de Mélenchon? Evidemment sur le rejet de Le Pen, le vote utile a marché à fond, et il a raison de souligner qu'avec son Union Populaire et ce succès, il a jeté les fondations de la recomposition de la gauche réformatrice. PS, PC et Verts n'ont qu'à bien se tenir!

Il a également su capter les préoccupations des secteurs populaires, qu'il s'agisse des retraites, des salaires, de l'écologie ou de la démocratie, du racisme. Préoccupations populaires, mais en version ultra-light, 0% lutte des classes, la défense des « gens » contre une petite oligarchie « très méchante ».

Ne rêvons pas trop : en son temps Mitterrand avait fait pareil, avec le programme commun rédigé en commun avec le PC, ce qui ne l'a pas empêché de l'envoyer aux orties dès que les contraintes du capitalisme mondialisé se sont faites trop fortes.

L'élection de Mitterrand, c'était il y a 40 ans, et si l'on rappelle à l'envie l'abolition de la peine de mort, on oublie soigneusement la rigueur de 1983, les plans de restructurations et les licenciements, la flexibilité et la précarité généralisées sous couvert de 35h, le soutien à l'Etat sioniste, aux génocidaires rwandais et aux fascistes serbes pendant la guerre en Yougoslavie, etc.

Car le capitalisme mondialisé, on le sait, il ne se réforme pas, il s'impose y compris même aux bourgeois. Il s'impose à tous ceux qui prétendent le contraire, ceux qui rêvent à un capitalisme à visage humain, à des jours heureux ou à un sauveur suprême plus ou moins radical. On a vu Allende au Chili, Sankara au Burkina, Mitterrand puis Hollande en France, Tsipras en Grèce, tous les réformistes mangent leur chapeau et se couchent face aux exigences du capitalisme mondialisé – et s'ils refusent, on les élimine! « Une seule solution, la Révolution! », c'était un mot d'ordre de mai 1968, ça reste toujours vrai! Autre formule à méditer, celle rappelée par Coluche : « Si les élections pouvaient vraiment changer quelque chose, elles seraient interdites! »

Si Mélenchon avait été élu, on aurait eu exactement la même chose, d'ailleurs il se revendique comme le fils spirituel de Mitterrand, y compris dans le cynisme et le nationalisme!

Il ne faut pas oublier, que c'est la « gauche de gouvernement » ses magouilles et ses multiples reniements qui ont produit la montée de l'extrême-droite! Alors quand Mélenchon se présente comme rempart contre Le Pen, on grince quand même un peu des dents...

Alors, c'est vrai. Le succès de la candidature Mélenchon stimule en profondeur la jeunesse et les quartiers et ça c'est une bonne chose. Sans

oublier que ce n'est que sur une base très réformiste d'un capitalisme à visage humain. Tout reste à faire pour faire éclater ce cadre et ouvrir une perspective révolutionnaire, de classe. Sans oublier que nous avons échoué à le faire après 1981, et que donc nous avons du chemin à faire!

LA VOIE DE LA LUTTE ET LE TROISIÈME TOUR SOCIAL

Après le premier tour, on a eu immédiatement le droit à tous les chantres de la lutte immédiate, de la grève générale et du troisième tour social.

Bien sûr.

Mais la lutte, désolé de le dire au risque de choquer, ce n'est pas l'enjeu essentiel. Il y avait le même discours en 2017, et des luttes il y en a eu, effectivement : loi travail, retraites, sans-papiers, Gilets Jaunes, la réforme de l'hôpital, les EHPAD, l'éducation nationale, les luttes contre les fermetures et les licenciements, la grande grève d'Ibis Batignolles et ainsi de suite.

Et aujourd'hui, en 2022 où en est-on? On n'a pas avancé d'un millimètre, on remet le tour des luttes. On va continuer combien de temps comme ça? Ce combat éternellement renouvelé pour simplement résister, pour la survie, l'autodéfense? Bien sûr que les luttes vont se mener, évidemment, d'ailleurs pas besoin de révolutionnaires et de communistes pour ça, c'est la réaction spontanée immédiate et inévitable des prolétaires qui n'en peuvent plus. Là où il y a exploitation, il y a résistance.

L'enjeu est ailleurs : reconstruire une conscience de classe, abandonnée par Mélenchon, caricaturée par Roussel (passéiste, délégataire, productiviste, réactionnaire), il y a un gros travail avec les reculs constants subis depuis les années 90. Et là, il va falloir mener la polémique, à contre-courant, pas d'autre solution, même si ça défrise certains.

Notre seul espoir, c'est d'abord l'organisation politique, communiste, contre le fascisme et la répression, contre le capitalisme et l'exploitation, contre la destruction de la planète, pour l'égalité totale de tous les droits. Il faut que les prolétaires reconstruisent leur quartier général contre celui des exploités!

« Conscience et organisation ». C'est LA question clé.

INTERVIEW D'UN ANIMATEUR DU BLOG OÙ VA LA CGT ?

On va essayer de faire un petit point rapide sur la situation du prolétariat, entre crise du COVID et crise ukrainienne... Interview réalisée mi-mars, donc susceptible d'être un peu dépassée par l'actualité.

Pour commencer, quelles réactions autour de l'Ukraine?

On ne va pas parler des militants politisés, mais de la grande masse des travailleurs. Je pense qu'on peut dire que le sentiment, c'est l'inquiétude et la peur. Certains parlent de la « folie » de Poutine, d'autres craignent une nouvelle guerre mondiale, tous sont choqués par l'invasion de l'Ukraine.

Mais ça ne va pas plus loin, sinon une large solidarité de principe avec les réfugiés, avec le peuple ukrainien...

Mais pas de vraie mobilisation anti-guerre, pas de compréhension de l'affrontement entre puissances impérialistes, on a beaucoup régressé depuis vingt ans.

Il y a un vrai travail d'explications et de compréhension, c'est d'ailleurs pour cela que nous avons décidé de faire une petite plaquette « Questions et Réponses sur la guerre en Ukraine », en reprenant ce que nous entendons ici ou là. D'ailleurs nos lecteurs peuvent la trouver en ligne et nous la demander sous forme imprimée s'ils ou elles le souhaitent, pour la distribuer autour d'eux.

Oui, il y a du travail à faire.

Les élections?

Bah, aujourd'hui, mi-mars, ça en parle à peine, ça ne concerne que les milieux militants, en fait tout le monde s'en fout des signatures et du bla bla, des trahisons et coups de poignards. On sait bien que l'attitude principale, chez les ouvriers, dans les quartiers, c'est l'abstention et le rejet de Macron, sans doute aussi la trouille de Zemmour. Les discussions ne démarrent que les deux dernières semaines. Le mieux, c'est de lire l'éditorial de ce magazine, rédigé à l'issue du premier tour, ça sera sûrement plus d'actualité!



Sinon, les sujets importants de ce début d'année?

Les salaires bien sûr, et évidemment ça va s'accroître avec la guerre en Ukraine et l'explosion des prix de l'énergie. Le litre d'essence à 2€ et plus, ça ne passe plus. Et l'inflation réapparaît, qui motive des conflits un peu partout.

On voit des grèves, à la fois dans des boîtes surexploitées comme dans l'agro-alimentaire (Tapiak, Nestlé, Lustucru, Bel, Bonduelle...) pour des augmentations un peu plus importantes qu'annoncées, mais aussi dans des usines plus qualifiées (Kem one, Hutchinson, Dassault, Safran, Alstom, Veralia...).

On retrouve dans ces conflits la contradiction de classe qui traverse le mouvement ouvrier depuis sa constitution : d'un côté les prolétaires qui défendent leurs conditions de survie basiques, de l'autre l'aristocratie ouvrière qui veut profiter de l'occasion pour maintenir sa situation favorable. Même si la défense des salaires est toujours juste (c'est une « limitation » de l'exploitation), il y a la forme. Quand on voit le mot d'ordre à Dassault : « Nos 200 balles ou pas de Rafale », d'ailleurs repris sans critique par Lutte Ouvrière, on est carrément effrayés – d'autant plus quand la guerre est proche. C'est carrément pro-impérialiste, militariste, ce n'est pas possible de défendre ça !!!

En même temps, oui, on a vu plus de conflits que les années précédentes, mais on n'oublie pas qu'ils ont lieu en début d'année, en pleine période de NAO (Négations Annuelles Obligatoires), donc une forme de rituel officiel pour un meilleur partage des richesses négocié avec des syndicats réformistes sans vraiment rage et colère anticapitaliste.

Ne crachons néanmoins pas sur ces conflits, c'est aussi une manière de reprendre la lutte, de la combativité, et un moment où les communistes peuvent aborder des tas de questions essentielles, comme la hiérarchie, la notion de minimum ou de plafonnement des salaires, la nature des besoins pour les prolétaires, la distinction avec les cadres ou la petite-bourgeoisie intellectuelle, ce qu'on appelle les « charges sociales » etc.

Mais ne soyons quand même pas trop dupes. On n'est pas à la veille d'une révolution !



Bon et en dehors des salaires?

C'est un peu calme plat en ce moment. Des sujets comme la précarité, la sous-traitance, la pénibilité, les retraites, les droits des privés d'emploi, il n'y a pas de conflit phare (par exemple comme a pu l'être la grande grève victorieuse des femmes de chambre à Ibis Batignoles) qui puisse tirer la mobilisation. Certains syndicats restent actifs sur ces sujets, par exemple le mot d'ordre de « Réinternalisation de la sous-traitance » progresse doucement.

Les personnels des EHPAD sont toujours sur la brèche, aide-soignant.e.s et autres, qui n'en peuvent plus de surexploitation. Des conflits, des occupations, pour des emplois, pour les salaires, aidés par la publication de livres comme « Les fossoyeurs » sur Orpéa, ou l'émission « Cash Investigation » sur Korian. Conflit récurrent, partout, quand ça se calme à un endroit, ça part à un autre...

Et puis, un autre conflit larvé depuis l'an dernier parmi **les territoriaux dans toute la France**, qui n'a pas réussi à s'élargir et prendre un caractère national. Pourtant, Toulouse, Clermont-Ferrand, Lille, Grenoble, Paris, Aubervilliers, partout c'est le conflit contre la remise en cause des horaires de travail, **contre l'annualisation à 1607h imposée par la nouvelle loi de transformation de la fonction publique** (article 47). Annualisation qui aboutit à la suppression de jours de congés, l'allongement de la durée de la journée de travail etc. C'est en fait l'application à la fonction publique des règles de flexibilité déjà largement appliquée dans le privé depuis des dizaines d'années (loi Aubry de 1998 etc.).

C'est dommage, chacun part dans son coin, en essayant de négocier localement avec les mairies la récupération d'une part de pénibilité, des jours spéciaux... Alors qu'il s'agit évidemment – pour tout le monde – d'une mesure de réorganisation pour supprimer des postes et augmenter le temps de travail. Le fait que ça n'ait pas réussi à s'élargir est à la fois la manifestation d'une combativité limitée, et d'autre part du réformisme crasse des syndicats territoriaux, souvent attachés aux mairies de mille liens invisibles mais bien réels...

Et puis il faut parler des sans-papiers...

Ah, oui, bien sûr. La combativité ne faiblit pas, pour les papiers, pour le logement, pour le travail.

Il y a par exemple, à l'heure où je parle, trois conflits qui durent depuis plusieurs mois (octobre 2021) à RSI-Intérim Gennevilliers (92), à DPD filiale de La Poste au Coudray (91) et Chronopost à Alfortville (94). Trois grèves de sans-papiers avec le soutien de SUD et du CTSPV de Vitry.

Trois conflits durs, où les préfectures comme les entreprises ne lâchent rien.

Franchement, même pendant les confinements, la mobilisation n'a pas cessé, même s'il y a eu des pauses et parfois des reculs. Mais ça reprend toujours, parce que la situation des sans-papiers, c'est la précarité ultime, non? Le travail au téléphone portable, une heure, une journée, une semaine. Et parfois (comme à Montreuil), même pas payés!

A souligner que ces grèves ne « respectent pas les règles », celles de la circulaire Valls de novembre 2012 toujours en vigueur. Et c'est à leur



honneur! Car cette circulaire est un véritable scandale, du tri au cas par cas, selon des critères fixés par l'Etat en fonction des besoins de l'économie capitaliste.

A cette occasion, il faut dénoncer vertement l'attitude de la CGT confédérale qui joue à fond le jeu de la circulaire Valls, sélectionne les « bons » sans-papiers, constitue leur dossier, bref, se comporte en véritable auxiliaire des préfectures, en assistante sociale qui abandonne toute dignité de classe. Pour nous chanter ensuite la victoire après seulement une semaine de grève, évidemment c'est bidon, tout était ficelé d'avance. D'ailleurs, on sait que la responsable de la CGT se gargarise d'avoir le numéro direct du ministère pour régler les dossiers. Et tant pis pour les abandonnés, comme à Frichti, ceux qui ne rentrent pas dans les « critères Valls ». Et tant pis quand le syndicat et les sans-papiers sont roulés dans la farine par le patron comme à Sépur Bobigny – mais ça on ne s'en vante pas. C'est pathétique de voir ce syndicat réduit à jouer les auxiliaires, dans le cadre d'une circulaire d'un des pires ministres de l'intérieur qu'on ait connu ces dernières années...

Non, les vrais conflits de classe, pas la négociation réformiste cachée et pourrie, ils vont continuer, juste parce que cette vie de sans-papiers est insupportable et que la seule issue est la lutte collective. Il faut soutenir ces conflits, soutenir les collectifs de sans-papiers, soutenir cette lutte de classe radicale contre l'exploitation et l'impérialisme!

Sinon?

C'est un panorama vite fait. Il faudrait aussi parler de la décomposition et de la pourriture des syndicats réformistes, de l'affaire Benjamin Amar dans la CGT, de la guerre des clans aussi dans ce syndicat... Une autre fois.

La tendance, c'est quand même la crainte et la résignation, mais avec quelque part le sentiment que c'est vraiment « un système » global, et qu'il faut en finir avec lui, même si on ne sait pas trop comment. Donc à la fois un potentiel de révolte politique, et à la fois des limites qui empêchent qu'il s'exprime. Après, c'est notre boulot de militant, l'existence d'une organisation efficace et réelle, qui fonctionne comme un vrai collectif, pas la somme des révoltes individuelles des un.e.s et des autres, qui restera sans issue...

DÉMOCRATIE ET RÉVOLUTION



9

Depuis l'origine notre organisation s'est démarquée des courants politiques qui proposent un projet de « démocratie pure », de capitalisme démocratique, qu'il s'agisse de l'appareil d'Etat, du système électoral ou des entreprises.

Plutôt que de réécrire une nouvelle fois ce que nous disons depuis plus de 40 ans, nous publions ci-après des extraits de notre plateforme politique. Celle-ci date de 1993, mais sur ces paragraphes au moins, n'a pas pris une ride ! Alors voici trois extraits significatifs.

- Le premier se positionne face au parlementarisme et aux élections, sujet particulièrement sensible en cette période électorale, entre présidentielles et législatives.*
- Le deuxième aborde la question du combat pour la démocratie, pas en tant que recherche d'une illusoire démocratie parfaite à la sauce réformiste, mais comme partie intégrante du combat de classe.*
- Enfin, le dernier extrait aborde notre conception de la démocratie, comment nous la voyons et la mettons en œuvre aujourd'hui pour la démocratie prolétarienne de demain.*

Cet article sert d'introduction au dossier de ce magazine, nous revenons ensuite dans d'autres articles sur des sujets plus politiques et d'actualité. Mais il était nécessaire de commencer par exposer notre vision du monde et nos conceptions politiques.

CAHIER N° 1

350 - *Démocratie pour les bourgeois, pas pour les travailleurs !*

Le discrédit des pays de l'Est, faussement qualifiés de «socialistes», est, pour les idéologues bourgeois, l'occasion rêvée de redorer le blason de leur «démocratie». Et pourtant...

351 - *Démocratique : l'État bourgeois ne l'est que pour la bourgeoisie*

Le parlementarisme serait le fin du fin de la «démocratie» ; l'expression de la volonté et du pouvoir du peuple ? En fait, il n'a jamais été, dans le meilleur des cas, que le moyen donné au peuple de choisir des «représentants» qui se sont **toujours pliés, de gré ou de force, aux exigences du capital**. La démocratie parlementaire a toujours été une **illusion**. Elle l'est d'autant plus que la réalité du pouvoir passe du parlement à l'exécutif et à la formidable machine bureaucratique des ministères et des commissions diverses. **Elle tend aujourd'hui à tomber entre les mains des institutions internationales**. C'est là, de plus en plus souvent, que se préparent, en concertation avec les représentants des trusts impérialistes et des banques, la politique économique, les lois et les décrets, qui n'auront plus qu'à être avalisés par les «représentants du peuple».

Ce sont des fonctionnaires du capital qui détiennent la réalité du pouvoir et qui assurent, par delà les aléas des élections et des alternances politiques liées au multipartisme, la continuité du pouvoir bourgeois et de sa politique.

Les arbitrages qui s'imposent entre les différentes fractions de la bourgeoisie s'exercent au parlement ; mais aussi et surtout à travers les luttes d'influences qui se déroulent dans les cabinets ministériels et des institutions centrales de l'État. Cependant, la préservation du pouvoir de la bourgeoisie exige qu'elle exerce sa dictature sur le peuple. Aussi n'a-t-elle jamais négligé les **appareils de répression : armée, police, justice...** qui sont ses ultimes remparts. Elle sait les utiliser quand sa domination idéologique et politique ne parvient plus à faire accepter au peuple son exploitation et sa soumission.

Lorsque le pouvoir de la bourgeoisie est menacé, **elle n'hésite pas à user des armes**. L'expérience en a été faite à de nombreuses reprises par des réformistes plus ou moins radicaux. Allende au Chili, Aristide en Haïti, entre autres, en ont fait les frais.

Aujourd'hui, **en France, la parole n'est pas aux armes** ; tout simplement parce que les exploités sont trop faibles et inorganisés pour mettre en danger le pouvoir des bourgeois. Inutile pour ces derniers de serrer trop la vis ; ils risqueraient de provoquer la révolte.

Pourtant, les scandales qui éclaboussent les hommes politiques, leur incapacité à résoudre les problèmes de société, leur défense de l'ordre établi et leur coupure d'avec la réalité quotidienne que vivent les travailleurs... provoquent un **absentéisme populaire croissant**. Mais ce désaveu touche plus souvent les hommes, que le système politique dont ils sont le produit. D'où le risque que les exploités se tournent vers de nouveaux venus, tout aussi bourgeois.

CAHIER N° 3

570 - *Combat démocratique et lutte pour la Révolution*

La résistance des exploités ne se manifeste pas seulement dans les domaines de l'exploitation ou des conditions matérielles de d'existence. La tendance de l'impérialisme à la réaction **conduit à étendre le combat sur le terrain démocratique** : contre la répression, pour le droit à l'organisation et à l'expression des exploités, contre les discriminations racistes et sexistes, pour la défense des acquis démocratiques. Combat pour l'égalité des droits, contre la double peine, pour le droit d'asile, pour le droit à l'avortement, contre l'emprisonnement de militants... Ces combats ont repris de la vigueur ces dernières années, avec le discrédit des sociaux-démocrates dans un domaine dont ils prétendaient se faire les meilleurs défenseurs.

Le combat démocratique **ne touche pas les fondements du capitalisme** ; il ne remet pas en cause l'exploitation. Il risque a priori de déraper plus facilement vers des positions humanistes de défense de la «démocratie pure».

Nous ne défendons jamais la démocratie en général. Mais nous participons à ces combats pour développer notre conception de la démocratie prolétarienne, celle des exploités, dans le combat contre la tendance à la réaction de l'impérialisme. La définition des amis et des ennemis, la délimitation des camps dans le combat démocratique, ne se font pas entre «démocrates» et non démocrates, mais en dévoilant le contenu de classe de la question qui est en jeu dans ce combat. Nous ne pouvons pas faire alliance, même implicitement, avec le PS contre Le Pen, avec nos exploités contre un ennemi au discours plus radical.

Néanmoins, nous participons à ces combats : pour convaincre les mouvements qui les portent des **limites de la lutte démocratique pure** ; pour les pousser jusqu'aux **racines de classe** de la lutte qu'ils mènent. Si nous revendiquons par exemple le droit de vote pour les immigrés, ce n'est nullement dans une perspective électoraliste et parlementariste, mais parce que c'est le moyen de supprimer une division, de favoriser le combat contre l'exploiteur commun.

CAHIER N°2

430 - Pas de monde nouveau sans démocratie, sans dictature du prolétariat

Depuis plusieurs années, la bourgeoisie mène une **intense polémique idéologique** sur la question de la démocratie, en s'appuyant sur l'effondrement du bloc de l'Est et sur les erreurs passées du mouvement communiste.

431 - La démocratie a toujours un caractère de classe

La démocratie «pure», ça n'existe pas. La démocratie n'est que la forme que prend, dans le domaine du droit et de l'organisation du pouvoir, **la domination d'une classe sur une autre.**

Dans la société bourgeoise, **la liberté politique pour les exploités est conditionnelle.** Elle est d'autant plus large que le pouvoir bourgeois n'est pas menacé. Bien des situations le montrent, comme la répression de la Commune de Paris, celle du mouvement populaire au Chili, le massacre du 17 octobre 1961, ou plus récemment l'attitude de la bourgeoisie face aux opposants à la guerre du Golfe.

Dans les usines, cette liberté est encore plus réduite. La bourgeoisie, dans tous les cas, garde le monopole du pouvoir. C'est elle qui se fait élire, c'est elle qui contrôle les médias et qui impose ses modèles idéologiques. Ce sont ses intérêts économiques qui s'imposent aux travailleurs, pour qui le droit au travail est un droit sans contenu réel.

Le parlementarisme, c'est le système de représentation électorale qui ôte aux masses tout pouvoir de décision et d'action sur leur propre vie. Il leur permet seulement d'élire, de temps en temps, des «représentants» qui échappent totalement à leur contrôle. Ce système favorise les rapports clientélistes et la démagogie populiste. Le parlement n'est d'ailleurs qu'une chambre d'enregistrement, puisque **toutes les décisions importantes sont prises dans les cabinets ministériels.** Elles sont en fait discutées avec les grands groupes financiers et industriels qui détiennent le pouvoir économique, et par conséquent la réalité du pouvoir politique.

432 - La dictature ouvrière : condition de la démocratie pour les travailleurs

De même que la démocratie bourgeoise n'existe que tant qu'elle est garantie par la dictature de la bourgeoisie... la démocratie pour les ouvriers et les autres exploités, ce qu'on appelle la démocratie prolétarienne, ne peut se maintenir que si les ouvriers imposent leurs intérêts contre ceux de la bourgeoisie ; que si ils imposent **leur dictature sur la bourgeoisie.**

Le mot dictature n'est pas populaire, mais il exprime bien ce dont il s'agit. Pour transformer la société, les ouvriers ne doivent pas occuper le pouvoir **à la place** de la bourgeoisie. Ils doivent **briser l'appareil** qui servait si bien cette classe : l'État bourgeois. Il leur faut construire un pouvoir différent, qui permette la participation de tous, mais qui impose la contrainte aux anciens comme aux nouveaux bourgeois.

Mais la **liquidation de l'ancien appareil d'État** ne peut pas être le fruit d'un décret. Seuls l'émergence et le développement de nouvelles structures étatiques, **les Conseils**, et la suppression de toute délégation absolue, caractéristique du parlementarisme bourgeois...

pourront assurer sa destruction effective. Cette dictature ne peut donc s'imposer que par la mobilisation des masses ; par la lutte quotidienne, et le contrôle des travailleurs sur toute la société.

La démocratie, dans l'État de dictature du prolétariat, est fondée sur les Conseils Ouvriers, les Comités Populaires, ou autre appellation des organes du pouvoir : **ces structures de masses qui apparaissent spontanément dans tout processus révolutionnaire**. Ces conseils doivent permettre aux masses de prendre elles-mêmes progressivement en charge toutes les tâches de l'État, en réduisant le plus possible l'appareil spécial qu'il constitue. Cette démocratie, nous l'expérimentons aujourd'hui, à une petite échelle, dans les Comités de Grève.

La démocratie ouvrière est **sélective** et **préférentielle**. Elle exclut de l'appareil d'État les anciens exploités, en leur interdisant par exemple la participation à ces conseils. Elle doit, en particulier au début, assurer une sur-représentation des ouvriers et réunir les conditions matérielles : temps, formation, etc., pour accroître leur participation. Cette démocratie est **une des conditions de la transition au communisme**, car la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout.

Contrairement aux pratiques répandues, tant à l'Est qu'à l'Ouest, cela exige **le débat politique le plus ouvert possible** dans les conseils, pour pouvoir s'orienter dans la transition au communisme. Pas de discussions sans fin, mais un vrai débat, pour analyser, enquêter, décider, et appliquer majoritairement les décisions. Pour fonctionner durablement, cette démocratie exige la **préservation des droits de la minorité**.

Comme nous le rappelle douloureusement l'histoire, un État, même ouvrier, peut devenir un instrument d'oppression au service d'intérêts bourgeois. **Le droit d'expression et d'organisation des masses, y compris pour se protéger de l'État, doit être garanti** : droit syndical, droit de grève, droit et pouvoir de contrôle sur l'appareil d'État et sur les représentants élus...

Pour que ces droits ne soient pas formels, le parti et l'État ne doivent pas imposer par en haut aux organisations ouvrières, ni aux conseils, les dirigeants qu'ils jugent les meilleurs. La désignation des dirigeants des organisations de masses et des conseils doit être le **fruit de la lutte politique**, dans le respect d'un fonctionnement démocratique des organismes concernés.

Pour ce qui est du pluralisme des partis politiques sous la dictature du prolétariat, cette question n'est pas tranchée dans Voie Prolétarienne. Elle fait l'objet de discussions. Toutefois, on peut rappeler certaines données :

a) La première, c'est que le pouvoir du prolétariat, étant encore mal assuré pendant toute une période, **ne pourra pas tolérer l'activité des partis qui se seront opposés à la révolution** ou qui refuseraient d'inscrire leur activité dans le cadre du nouveau système politique.

b) La seconde, c'est que ni le multipartisme, ni le système de parti unique, ne préservent de la mainmise de la bourgeoisie, ancienne ou nouvelle, sur l'appareil d'État. **Le multipartisme n'est pas la garantie de la démocratie pour les exploités**. La démocratie prolétarienne repose d'abord sur la participation active et directe des travailleurs à la direction de la société, et sur la transformation de l'appareil d'État.



LA DÉMOCRATIE NOUS ÉCHAPPE, INUTILE D'ESSAYER DE LA RÉPARER!



13

Jamais le rejet de la démocratie institutionnelle n'a été aussi forte. La révolte des Gilets Jaunes a mis à nu ce que chacun.e ressentait depuis bien longtemps : les médias nous intoxiquent, les sondages nous injectent ce qu'il faut penser, le parlementarisme et les élections exigent de nous, en plus, qu'on valide un système qui nous échappe complètement.

Le système actuel, c'est l'exclusion – et l'abstention en est le reflet au plan électoral. Pourquoi se motiver pour un système qui se moque de nous, pour des bourgeois qui feront de toutes les façons ce qu'ils veulent, quelle que soit leur étiquette? « Droite, gauche, nous ne marcherons pas au pas », disions-nous il y a bien longtemps.

Le problème, pour les bourgeois au pouvoir, dans les entreprises, les institutions, le gouvernement et ses ministères, c'est qu'il y a besoin d'un consensus pour garantir la paix sociale. Sinon, le décrochage va provoquer ruptures et rejets, explosions et désagrégation sociale - problème pour l'exploitation et l'extraction de la plus-value qui sont quand même le moteur économique fondamental de la société dans laquelle nous vivons.

Ce « déficit démocratique », pour reprendre la formule des sociologues et journalistes officiels, inquiète les bourgeois d'un côté, et mobilise certains secteurs populaires de l'autre. A la recherche de solutions...

LES ARNAQUES DE MACRON

Macron est le premier à s'être officiellement préoccupé de ce rejet démocratique. Il faut dire que les Gilets Jaunes n'y sont pas allés de main morte pour se faire entendre.

D'où les tentatives de revaloriser la participation populaire, de donner un os à ronger pour calmer la colère.

- On a d'abord eu droit à un « Grand Débat National », entre janvier et mars 2019, en pleine mobilisation des Gilets Jaunes. Des « Cahiers de doléances » dans les mairies, des questionnaires remplis (près de 2 millions!), plus de 500 000 contributeurs. Un rapport de 185 pages en juin, et le tout parti prendre la poussière dans les archives. Un pétard mouillé pour tenter de désamorcer la colère, sans lendemain.

- On a ensuite connu la « Convention Citoyenne sur le Climat », entre octobre 2019 et juin 2020. 150 personnes de bonne volonté, tirées au sort, 149 propositions – mais peu reprises, en tous les cas, pas les plus significatives. En forme de bilan en février 2021, les participants ont noté 3,3/10 la transposition des propositions dans la loi par le gouvernement, et à 2,5/10 sa relation à la Convention citoyenne.

Autrement dit, au-delà des formes démocratiques parfois nouvelles et innovantes (les cahiers de doléance, le tirage au sort de citoyens concernés), c'est l'orientation politique du gouvernement qui a tranché. C'est la gestion du capitalisme qui a imposé ses règles, aseptisé ou enterré les mesures les plus radicales. On pourrait dire que même les bourgeois sont contraints par le caractère « automatique » du capitalisme (pour reprendre une formule de Tom Thomas).

On voit ce que ça donne : des écrans de fumée, on retient ce qu'on veut bien. Les bourgeois, un peu inquiets, tentent de redorer leur blason, mais de manière un peu minable. Les formes démocratiques sont au service d'une orientation politique et là, celle du gouvernement. C'est inéluctable, inévitable, la démocratie pure n'existe pas. Elle n'existe qu'en relation avec une orientation, existante ou proposée.

LA PRIMAIRE POPULAIRE

Les propositions de Macron ont fait long feu, et même s'il prétend élargir ce qu'on appelle la « démocratie participative », plus personne n'en attend grand-chose. Alors, à l'occasion de la campagne présidentielle, certain.e.s ont cherché à reprendre leurs affaires en main, et à trouver des moyens, des méthodes pour y arriver. Mais entre un souhait, aussi louable soit-il, et la réalité du capitalisme, il y a un gouffre.

L'initiative de la Primaire populaire est née de la révolte contre le jeu personnel de chaque parti de gauche, d'une volonté « d'union de la gauche », avec la conviction d'une défaite assurée en cas de division. On est donc complètement dans le cadre électoral officiel.

L'équipe dirigeante a été placée devant une impasse. Le choix des électeurs (près de 500 000 tout de même), ce fut Christiane Taubira. Or celle-ci ne rassemblait pas autour d'elle politiquement, et ne rassemblait pas les 500 signatures. En février, une nouvelle équipe organisatrice se met donc en place et, sous le prétexte de créer une association permanente, elle prend l'initiative, sans consultation, d'appeler à voter Mélenchon. Le seul candidat qui, depuis des années, refuse toute idée d'union des partis de la gauche et de l'écologie! La décision est très, très mal accueillie. C'est ainsi que l'entreprise d'unité a réussi à approfondir... la division!

La Primaire Populaire, c'était l'illusion de la petite-bourgeoisie intellectuelle que l'on peut facilement nettoyer les écuries du parlementarisme institutionnel sans rien changer au fond. L'opération médiatique n'a été qu'un feu de paille sans lendemain.

LE RIC

Il convient de s'arrêter plus sérieusement sur le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) repris par une grande partie des Gilets Jaunes. Le fait que la proposition vienne initialement d'Etienne Chouard, personnage fascisant détestable qui flirte avec Soral, les négationnistes, les complotistes de tous poils, ne doit pas nous empêcher d'examiner la proposition (qui n'est pas une proposition fasciste), qui a un impact important parmi une mouvance dégoûtée de la pseudo-démocratie qu'on veut nous ingurgiter – en nous faisant en plus croire que ce serait le top de l'organisation de la société.

Une enquête récente (<https://culture-ric.fr/actions-ric/consultations/consultations-de-culture-ric/bilan-des-principes-du-ric-voulu-par-les-francais/>) parmi les tenants de cette proposition est éclairante (voir un résumé dans l'encadré ci-contre).

Les premières choses qui choquent en première lecture, direct, c'est d'une part le refus clair et net de la citoyenneté aux étrangers, et la mise en cause générale des fonctionnaires (pas seulement les **hauts** fonctionnaires, **tous** les fonctionnaires). Ce sont, à l'évidence des **marques politiques**. Le nationalisme contre l'internationalisme (tous les étrangers de La Commune de 1871 auraient donc été exclus...), et l'anti-étatisme primaire. Alors que les fonctionnaires, ce sont majoritairement des enseignants, des soignants, des territoriaux etc. ne l'oublions jamais !

Mais, soyons concrets. D'abord, **qui va organiser ? Qui va choisir les questions ?** Le projet met le RIC au-dessus de toutes les institutions politiques et lui attribue toutes les compétences, sur « tout sujet en fait ». Il reste tout de même le problème de savoir qui pilote les RIC. Le président de la République ? Notons que cinq candidats à l'élection présidentielle nous promettaient dans leur programme l'instauration des RIC : Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan, Jean Lassalle, Anne Hidalgo, Jean-Luc Mélenchon. Autrement dit, l'extrême-droite, la droite, la gauche. On peut

Résumé de l'enquête RIC

- Le RIC doit permettre de contrôler, sanctionner ou révoquer un élu, un haut fonctionnaire ou un fonctionnaire
- Le RIC doit permettre de modifier la constitution
- Le RIC doit permettre de proposer, de bloquer ou d'abroger une loi, un règlement ou un acte administratif
- Le RIC doit permettre de signer un traité ou d'annuler un pacte ou un accord international
- Le RIC doit permettre de convoquer ou de dissoudre une assemblée (Assemblée Nationale, Sénat, Constituante)
- Le RIC doit être possible à l'échelle nationale, régionale, départementale, communale, communauté de communes, européenne
- Le RIC doit pouvoir traiter des droits fondamentaux, des sujets de société, d'économie, de fiscalité, de défense, de géopolitique – de tout sujet en fait.
- Les mineurs ne participent pas au RIC (16 ans)
- Les étrangers ne participent pas au RIC
- Tous les citoyens majeurs français participent au RIC
- Le RIC nécessite une période d'information préalable, plurielle, neutre et médiatisée
- Les RIC ne doivent pas être trop fréquents (tous les 3 à 4 mois) avec plusieurs questions
- Les décisions du RIC doivent s'appliquer sous 6 mois environ
- Les décisions du RIC sont supérieures à toute autre décision
- Les décisions du RIC ne sont pas modifiables avant un an et seulement par référendum



penser que pour les uns, Zemmour et Macron, le RIC rappelle trop le cauchemar d'une révolte populaire, et que pour les autres, LO et NPA, ce n'est pas assez sur le terrain de la lutte et un peu trop sur celui de la politique classique.

Si c'est le président qui pilote et qui choisit les questions, on n'est pas sortis de la politique politicienne actuelle. Et si ce n'est pas le président, ça se passe comment ?

Deuxième question : **qui a le droit de vote?** Exclure les travailleurs étrangers, c'est là aussi être fidèles à la Constitution bourgeoise existante. C'est exclure une minorité importante du camp des travailleurs, et c'est influencer les résultats (dans le mauvais sens) avant même de faire la consultation. Même du point de vue de la société capitaliste, celui qui paie, c'est lui qui commande. Or les travailleurs immigrés habitent ici, travaillent ici, cotisent, paient leurs impôts (le plus important étant la TVA), et ils n'auraient pas le droit à la parole ?

Troisième question : **Comment est organisée la campagne électorale?** Car il faut bien une « période d'information préalable » (11^e point), un échange d'arguments entre les partisans du oui et ceux du non, le contrôle du temps de parole entre les deux, etc. Imaginons une question de gauche : « Etes-vous pour l'instauration d'un salaire minimum à 1750 euros net ? » Vous constaterez que les travailleurs sont massivement pour, et les patrons – surtout les petits d'ailleurs - majoritairement pour le non. Vous allez retrouver une gauche et une droite, avec d'un côté des promesses non tenues, et de l'autre des grandes paroles hypocrites. Toujours pas sortis de la politique politicienne. Mais par contre nous sortons de l'illusion « tous égaux, tous citoyens », nous constatons que la société est divisée fondamentalement en deux classes sociales, et que le cœur de la politique est là. Une réalité que le projet de RIC ignore.

Enfin, dernière question, présente dans l'exemple du salaire minimum : **est-ce que des RIC peuvent diriger l'économie?** Oui, dit le projet. Sauf qu'actuellement c'est le contraire. Ce sont les oligarques français qui ont leurs entrées dans les ministères, jusqu'à rédiger des projets de lois, qui achètent les médias pour modeler l'opinion publique, qui lancent des candidats, Macron en 2017, Zemmour en 2022...

Croire qu'en instaurant une démocratie pure, directe, du peuple tout entier, on pourrait résoudre tous les problèmes et faire le bonheur de chacun, c'est une illusion typiquement petite-bourgeoise, le raisonnement spontané d'une classe qui n'est ni bourgeoise ni prolétaire, mais les deux en même temps. L'aspiration à une démocratie réelle et à une égalité réelle est juste, mais le résultat ne peut être qu'une grosse déception.

Est-ce qu'il peut y avoir de la démocratie dans l'économie, dans l'entreprise ? On le sait pourtant, 1. La démocratie s'arrête aux portes de l'usine, et 2. à la dictature patronale s'oppose notre démocratie, qui est une démocratie de lutte, politique et syndicale, et celle de la construction de notre futur pouvoir.

IL FAUT ALLER JUSQU'AU BOUT

Le RIC est une fausse bonne idée, une illusion qui entraîne dans une impasse, qui empêche de réfléchir à la nature de la société que nous voulons, du contenu, en matière de besoins (quelles priorités et pour qui ?), de travail (exploitation, pénibilité, précarité), d'internationalisme, de culture et de formation, de comment détruire le capitalisme jusqu'à ses racines, quels nouveaux rapports de solidarité collective construire etc. Toutes questions où les contradictions sont antagoniques et ne peuvent se régler par un référendum, et en plus dans le cadre d'une société gérée par les bourgeois.

Les Gilets Jaunes ont raison de parler de « système ». Mais il faut aller jusqu'au bout du raisonnement, démasquer son caractère **de classe**, et DONC, non pas rechercher des solutions illusoire, mais se préparer à sa **DESTRUCTION** pure et simple, pour reconstruire une nouvelle société, appuyée sur le pouvoir du prolétariat et de ses alliés, pour répondre aux vrais besoins du peuple. Et là, oui, on mettra en œuvre des nouvelles formes démocratiques dans cet objectif.

Mais les règles ne seront pas les plus « pures » possibles, elles auront un caractère de classe, multinational, internationaliste, et pas patriote, appuyé sur les besoins des prolétaires et d'abord des plus nécessaires, pour bouleverser de fond en comble le système productif, économique et social, et toutes les relations politiques et idéologiques construites sur cette base.

Pour que le nouveau monde germe, il faut arracher le capitalisme jusqu'à la racine !

TSIPRAS EN GRÈCE : LA DÉMOCRATIE SOUMISE AU CAPITAL



17

*Alexis Tsipras (à gauche)
et Yanis Varoufakis (à droite)*

Ce n'est pas si vieux que ça : 2015, Tsipras et son parti Syriza qui gagnent les élections en Grèce. Pourquoi il faut s'en souvenir? Parce Syriza, c'était la gauche de la gauche et l'extrême-gauche, les déçus du PS et du PC. Imaginez la France Insoumise et le NPA au pouvoir. Eh bien, souvenez-vous de 2015, c'était la réalité, en Grèce. Vous vous souvenez de ce que ça a donné, comment ça s'est terminé?

D'ABORD, LES RAISONS DU SUCCÈS

Syriza est l'acronyme de Synapismos Rizospastikis Aristeras, alliance de la gauche radicale. Synapismos était déjà le nom d'un courant au sein du PC grec, qui visait à remplacer l'addition d'un nationalisme anti-européen et d'une fidélité formelle à la notion de dictature du prolétariat, par un eurocommunisme et un mélange de luttes et de votes. Son secrétaire, Alexis Tsipras, a fait preuve de qualités de rassembleur dès sa jeunesse, comme militant lycéen et étudiant. La démarche de « coalition » fut donc le moteur initial de Syriza, face à un PC figé et sectaire, et elle le restera.

L'adjectif « radical » est justifié si on considère le soutien aux luttes et pas seulement aux luttes légales. Syriza, par exemple, constituée en 2002, est le seul parti qui soutient la révolte des jeunes

en 2008. Syriza est pourtant purement démocrate, plus précisément sociale-démocrate. Et c'est bien ainsi que VP caractérise Syriza dans ses articles de 2015¹. Le débouché politique passe par les urnes. De 4,6% aux élections de 2009, Syriza passe à 16,8% en mai 2012, puis à 26,9% un mois après, devenant le premier parti politique du pays. Quelles sont les raisons de ce succès? En gros, la crise économique et la crise politique.

La crise économique est celle de 2008. La crise politique est celle du Pasok, le parti socialiste au pouvoir en 2009, et dont le bilan « social » est intégralement négatif. C'est ainsi qu'aux élections de janvier 2015, Syriza frôle la majorité absolue, avec 149 députés sur 300. En s'alliant à un petit parti nationaliste de droite, la « gauche radicale » peut gouverner!

Qui est dans cette « alliance radicale »? Qui sont les membres de Syriza? Une petite vingtaine de



*Grève générale nationale
en Grèce, 05/05/2010*

partis et organisations, dont trois organisations trotskistes, trois à dimension écologiste, un parti maoïste, le KOE, organisation communiste de Grèce, un parti marxiste-léniniste, le KEDA, une demi-douzaine de partis démocrates et radicaux, patriotes et socialistes, etc. Bref, « l'extrême-gauche » au gouvernement. Et alors ?

LE MUR DE LA DETTE

Le programme de Syriza comprend un bon catalogue d'améliorations pour les travailleurs, mais le premier point de ce programme apparaît comme une condition préalable, c'est la renégociation de la dette de l'Etat, qui s'élève à 177% du PIB. Or la première réaction (c'est le mot) de la « Troïka », c'est de mettre sous le nez du nouveau gouvernement un petit échancier de remboursements réguliers au FMI, de mars à décembre, pour un total de 8,53 milliards d'euros, et deux remboursements à la BCE en juillet et en août, pour 6,65 milliards. Total : 15,19 milliards. Tout défaut de paiement entraîne une conséquence immédiate, la fermeture des banques du pays, autrement dit la paralysie totale de l'économie.

« Troïka » est un mot russe qui désigne un attelage de trois chevaux. Dans cet attelage économique qui met le couteau sous la gorge du gouvernement grec, genre gangster, « tu me rembourses immédiatement, sinon... », deux chevaux sont européens. La BCE, banque centrale européenne, est présidée par Mario Draghi. La Commission européenne, le gouvernement de l'Europe, est dirigée à l'époque par Pierre Moscovici. Le troisième cheval est une institution mondiale, le FMI, dirigée par Christine Lagarde. Comme le duo FMI-Banque mondiale en Afrique ou ailleurs, cette Troïka accorde des prêts à condition que soit signé un MoU, memory of understanding, en français un protocole d'entente, équivalent des PAS du FMI, plans d'ajustement structurel, dans lequel sont précisées les sources prévues de liquidités : augmentations des taxes et impôts, baisse des salaires, en particulier indirects (avantages sociaux), réduction du nombre de fonctionnaires, privatisations de services publics...

Syriza, au contraire, veut étaler la dette pour permettre au pays de respirer, et accompagner cette opération par des mesures sociales d'urgence, conformément au programme qui l'a portée au pouvoir. Celui qui va mener les négociations

avec la Troïka est Yanis Varoufakis, un professeur d'économie qui n'a jamais adhéré à Syriza et qui est d'opinion libertaire. Il a été nommé ministre de l'économie et des finances. Il raconte ses six mois d'aventure de février à juillet 2015 dans un livre de 530 pages, assez passionnant². On y rencontre non seulement les illusions d'un libertaire qui confond liberté et démocratie bourgeoise, mais aussi des grands de ce monde, les rouages de l'Europe, et plus largement, le fonctionnement du pouvoir capitaliste.

OÙ EST LE POUVOIR ?

Le Parlement européen, il n'en est absolument pas question. La Commission européenne, elle, un des trois chevaux de la Troïka, est le gouvernement de l'Europe, mais elle est flanquée de deux institutions financières, le FMI et la BCE. Et l'instance décisionnelle, à laquelle aura affaire Varoufakis, est en fait, et tout-à-fait officiellement, un organe informel, c'est l'Eurogroupe. A l'origine réunion mensuelle des ministres des finances des 19 pays de la zone euro (alors que l'UE a 27 membres), elle accorde deux sièges de poids à la BCE et à la Commission. Alors que les négociations sont au plus chaud, l'Eurogroupe décide de se réunir à propos de la Grèce sans la présence du ministre grec. Varoufakis pose la question : « Le Président de l'Eurogroupe a-t-il le droit... ? ». Voici la réponse qu'il obtient : « L'Eurogroupe n'a pas d'existence légale, dans la mesure où il ne relève d'aucun traité de l'Union. C'est un groupe informel... Il n'existe donc pas de règles écrites sur ses procédures que son président serait tenu de respecter. » C'est comme ça que ça se passe au sommet !

Ce n'est pas tout. Varoufakis discute individuellement avec chacune de ces grosses têtes. Il est très étonné par le fait que tous ces personnages, y compris l'inflexible ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, ont un double langage. En tête-à-tête, tous reconnaissent qu'asphyxier un pays et lui demander de travailler pour rembourser, ça ne peut pas marcher. Mais en réunion officielle, c'est ce qu'ils défendent. Car ils sont alors dans leurs rôles. Ce sont des « chargés de mission » (pp. 11, 20). Alors, qui les a missionnés ? Les lois éternelles du Capital ? A quoi sert la « démocratie », sinon de décor, de camouflage. A faire en sorte que la classe dominante capitaliste puisse faire croire qu'elle est la représentante du peuple ?

C'EST UNE QUESTION DE DOMINATION

Un autre constat de Varoufakis, c'est qu'en réalité les dominants n'ont pas besoin des sommes exigées. C'est ce qu'explique, fin juin 2015, l'économiste prix Nobel Joseph Stiglitz, dans un article intitulé « L'attaque de l'Europe contre la démocratie grecque » : « Les dirigeants européens commencent enfin à révéler la vraie nature du débat sur la dette, et la réponse n'est pas plaisante : il s'agit de pouvoir et de démocratie, bien plus que de monnaie et d'économie. [...] Soyons clairs : la Grèce n'a profité de presque aucune des sommes qui lui ont été prêtées. Elles ont servi à rembourser les créanciers du secteur privé – dont les banques allemandes et françaises. La Grèce a obtenu guère mieux que des miettes, mais a payé un énorme prix pour préserver les systèmes bancaires de ces pays. Le FMI et les autres créanciers « officiels » n'ont pas besoin de l'argent qui est demandé. Dans un schéma de commerce classique, l'argent qu'ils récupèrent serait probablement prêté à nouveau à la Grèce. [...] Ce que l'on voit aujourd'hui... est l'antithèse de la démocratie : de nombreux européens veulent voir la fin du gouvernement de gauche mené par Alexis Tsipras ».³

Ce n'est pas une question de milliards, c'est une question de principe. Et le principe est simple : on n'est pas là pour respecter des votes, encore moins pour améliorer la situation des travailleurs, on est là pour gérer le Capital. Un gouvernement qui n'a pas compris ça doit être laminé, c'est tout. Et vous remarquez au passage la division impérialiste à l'intérieur même de l'Europe. Ceux qu'il importe de servir, ce sont les banques françaises et allemandes.

QUE RESTE-T-IL DE LA « DÉMOCRATIE » ?

Constatant l'échec des négociations avec la Troïka, Syriza décide d'organiser un référendum, qui a lieu le 5 juillet 2015. Le résultat est net : 61,31% contre les propositions de l'Union européenne, 39,69% pour.

La France, en la personne de François Hollande, s'était prononcé pour (le 2 juillet) : « Si le oui l'emporte, la négociation peut très facilement s'engager. Si c'est le non, on rentre dans une forme d'inconnu ».

Le non l'a emporté. Alors on fait comme lors du référendum européen de 2005 : on s'assoit sur le résultat ! Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission européenne, déclare : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens ». Cette formule sera qualifiée de « théorème de Juncker » par Serge Halimi dans le Monde diplomatique. Wolfgang Schäuble est encore plus clair : « Des élections ne sauraient changer une politique économique »⁴. Cette phrase mérite d'être encadrée.

Voilà donc ce que l'on pense, ce que l'on dit entre soi, et ce que l'on met en œuvre, dans les plus hautes instances. Les élections ne peuvent en aucun cas servir à améliorer le sort des travailleurs. La démocratie est une chose, le pouvoir réel en est une autre. C'est l'économie qui commande.

LE MOINS PIRE...

Au lendemain du référendum, coup de théâtre. Conscient qu'il est incapable de diriger une guerre économique et sociale, Tsipras signe avec la Troïka. Varoufakis démissionne de son poste de ministre. Et les travailleurs grecs se résignent progressivement au « moins pire ». Le référendum n'a servi à rien. Ce dénouement lamentable est bien résumé par la philosophe Christiane Vallaire⁵ :

« Beaucoup de Grecs, qui n'étaient nullement des militants, s'étaient mobilisés, sur l'injonction de Syriza, pour répondre « non » au référendum, c'est-à-dire non aux injonctions de la troïka des banques, refusant ainsi clairement les politiques dites « d'austérité » (c'est-à-dire de sabotage des acquis sociaux) auxquelles on prétendait les soumettre. Et ce « non » avait obtenu plus de soixante pour cent des voix. La volte-face d'un pouvoir politique réputé de gauche, ne faisant pas suite à ce soutien et ne respectant pas son propre engagement, a totalement désorienté aussi bien les militants que ceux qui ne l'étaient pas, et s'étaient pourtant lancés dans la bataille. Et une telle perversion est beaucoup plus égarante que la violence de la droite. Des militants dans l'âme (les ouvriers de l'usine Viome, par exemple) tentaient de ne pas s'opposer de front à ce pouvoir qui les avait trahis, mais dont ils savaient que ses décisions seraient encore un moindre mal par rapport à celles d'un pouvoir de droite. Et ce chantage-là – celui du « moindre mal » – constitue actuellement la norme des régimes prétendument démocratiques. »

LES TANKS ET LES BANQUES

Vous vous souvenez des deux grands reproches que Marx a fait à la Commune de Paris : il eût fallu marcher aussitôt sur Versailles ; mais aussi : il fallait s'emparer de la Banque de France. Quand on pense « révolution », on pense aux fusils des ouvriers et aux tanks de la bourgeoisie. On ajoute au grand changement une dimension militaire. Mais on oublie un peu vite la dimension économique.

Voyez comment les impérialistes occidentaux ripostent aujourd'hui à l'agression militaire de l'impérialisme russe : par une contre-agression économique. La Russie est coupée (en partie) du système interbancaire Swift, ses avoirs à l'étranger sont gelés, etc. Les Occidentaux, USA en tête et France juste derrière, se livrent régulièrement à des agressions militaires dans le monde, mais aussi à des agressions économiques. Contre Cuba, la Venezuela, l'Iran, la Corée du Nord, et contre tous ceux qui commercent avec eux. « En 1997, l'équivalent de la moitié de la population mondiale vit sous sanctions américaines »⁶.

La victoire de l'extrême-gauche en Grèce en 2015 n'a pas été anéantie par le déploiement des tanks dans les rues (comme en Hongrie en 1956, au Chili en 1973, en Chine en 1989, et en Grèce même en 1967), mais par une simple menace d'embargo international.

Et en réalité, un vrai changement commence par un coup d'État ouvrier économique, par l'occupation illégale et organisée de toutes les entreprises. En réalité, un vrai changement aura aussi une dimension internationale.

Oui, souvenons-nous de Tsipras et de Syriza !

.....

1. Taper Syriza dans le moteur de recherche de ocml-vp.org. Lire également les deux interviews du KKE(ml).
2. Conversations entre adultes, de Yanis Varoufakis, Ed. Les Liens qui Libèrent, 2017, page 505.
3. https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9f%C3%A9rendum_grec_de_2015
4. Varoufakis, p. 241.
5. https://blogs.mediapart.fr/nicolas-richen/blog/190222/la-grece-laboratoire-des-solidarites-et-de-la-repression?utm_so
6. Le Monde diplomatique, mars 2022, page 22.

IMPOSSIBLE EN FRANCE ?

Vous n'avez pas oublié le « tournant de la rigueur » de mars 1983, avec cinq ministres au gouvernement. Mais vous n'avez peut-être pas enregistré ce pré-tournant de juin 1982, un an seulement après la « victoire » de mai 1981 :

*« Le 9 juin 1982, le Président Mitterrand annonce dans une conférence de presse qu'il est nécessaire de faire une pause dans les réformes afin de les « digérer » et de stabiliser la situation budgétaire, qui a connu des bouleversements rapides du fait de l'augmentation rapide des dépenses publiques. Il impose alors des mesures de blocage des prix et des salaires, une augmentation de 0,5 point de la cotisation salariale de l'assurance chômage, une contribution de solidarité de 1 % de la part des fonctionnaires pour remplir les caisses de l'Unedic, et une augmentation d'1 % du taux de cotisation retraite. Il s'agit d'une première politique de rigueur non-annoncée comme telle. »**

François Hollande, lui, n'a eu aucun virage à effectuer. Sa déclaration du 22 janvier 2012, « Mon véritable adversaire, c'est le monde de la finance », n'était qu'une grande phrase de campagne électorale.

.....

* « Tournant de la rigueur » sur Wikipedia.

Y A-T-IL UN DANGER FASCISTE ?

À la veille des élections présidentielles, plusieurs associations et groupes militants, y compris antifas, appelaient à voter JL Mélenchon pour faire barrage à Le Pen/Zemmour, par « antifascisme ». Cela pose plusieurs questions :

- Y a-t-il un danger de néofascisme en France ?
- Le Pen ou Zemmour sont-ils des fascistes ?
- Qui sont nos amis et qui sont nos ennemis face aux fascistes et à la bourgeoisie réactionnaire ?

La crainte d'un néofascisme se répand. Cette crainte a pour base une tendance générale à la réaction dans tous les domaines. Les capitalistes réagissent à la crise en renforçant l'exploitation des travailleurs. Les attaques se sont multipliées, sous tous les gouvernements de droite ou de gauche, pour accompagner la restructuration du capitalisme français, en particulier les ordonnances loi travail de 2017/2018.

Le gouvernement Macron a poussé à un niveau encore jamais vu la construction d'un ennemi intérieur musulman et immigré. Les écologistes et les militants de la gauche radicale, les sans-papiers et les immigrés en général sont la cible des politiques d'Etat. Des campagnes réactionnaires sont menées contre les idéologies de gauche à l'université (Vidal contre l'« islamogauchisme », à l'école (Blanquer contre le « wokisme »), contre le soutien à la Palestine, assimilé à l'antisémitisme. Tout cela dans le but de réduire au silence les voix contestataires. De la droite à la gauche, les idées chauvines, souverainistes et protectionnistes progressent.

La mise en coupe réglée de la société a progressé sous Macron. Etat d'urgence, répression féroce des Gilets Jaunes, dissolutions ou menaces de dissolutions d'organisation de gauche. Les nouvelles

lois antiterroristes (dont la loi SILT de 2017) préparent une société de surveillance généralisée, à commencer par la surveillance de la vie des prolétaires. C'est une tendance mondiale, qui touche y compris les pays impérialistes (Trump/USA, Poutine/Russie, Bolsonaro/Brésil, Erdogan/Turquie).

Enfin, la police et l'armée sont des terrains de jeu pour la propagande fasciste et néonazie. L'« Appel des généraux » d'avril 2021, a été relayée plutôt positivement par les médias bourgeois gavés à la théorie du grand remplacement. Les tentatives de constitution de groupes terroristes d'extrême-droite se multiplient, par exemple AFO (Action des Forces Opérationnelles) en 2018. On ne parle plus de 10 skinheads qui ratonnent mais bien de professionnels de l'armée ou de la police, organisés et armés.

CETTE TENDANCE MÈNE-T-ELLE TOUT DROIT AU FASCISME ?

Historiquement, le fascisme est une solution de la bourgeoisie à la crise du capitalisme et au développement des forces révolutionnaires dans les années 1920. Dimitrov, un révolutionnaire bulgare, secrétaire général de l'Internationale communiste, le définissait ainsi : le fascisme, c'est

la dictature terroriste ouverte de la bourgeoisie. Malgré la tendance générale à la réaction, clairement, on n'y est pas.

D'une part, la crise s'approfondit mais **les capitalistes français tirent encore leur épingle du jeu**. Ils font payer la crise aux travailleurs. L'impérialisme français est contesté mais encore puissant, il peut s'appuyer sur des dictatures amies qui lui offrent les marchés, la main-d'œuvre et les ressources naturelles dont il a besoin. Les capitalistes ne s'y trompent pas, Macron est leur candidat n° 1. Il applique leur programme à la lettre.

D'autre part, **le pouvoir de la bourgeoisie n'est pas contesté**. Tant que le réformisme marche, c'est-à-dire une domination de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière, pas besoin de manière forte. Pour mettre fin aux révoltes des banlieues de 2005 et 2017, pour mettre fin au Gilets jaunes, la répression républicaine/démocratique/légale a suffi. Les révolutionnaires sont peu nombreux, sans idéologie claire, et éloignés des masses.

« LE PEN ET ZEMMOUR ABOIENT, MACRON MORD. »

Dans les années Hollande nous disions « Le FN aboie, Le PS mord. » (voir l'encadré). Aujourd'hui, et pour les 5 années à venir, c'est Macron qui mord, fait la guerre aux sans-papiers, réprime les voix dissidentes, attaque les droits des travailleurs et des chômeurs, dissout des organisations antiracistes (CCIF) et de gauche (Collectif Palestine Vaincra, GALE). C'est lui qui a géré le Covid de façon policière. C'est

lui qui est à la tête de cette police qui tue et mutile. En gros, c'est lui qui fait tout ce que les démocrates de gauche craignaient que Le Pen fasse quand ils sont allés voter pour Chirac en 2002.

A l'heure actuelle Le Pen/Zemmour sont des postulants plus ou moins réactionnaires à la gestion démocratique-bourgeoise de l'État, tout comme Macron ou Pécresse. Ou Mélenchon d'ailleurs. Sur le plan économique et social, Le Pen et Zemmour ont le même programme libéral patronal que Macron. Ils représentent juste une version idéologique et politique plus musclée. Leur accession au pouvoir serait de toute façon une très mauvaise nouvelle pour tous les travailleurs et en particulier les travailleurs immigrés, mais ne changerait pas grand-chose à la nature du pouvoir de la bourgeoisie.

LES BANDES FASCISTES ONT LE VENT EN POUPE

La menace fasciste la plus évidente, ce sont les bandes fascistes que Le Pen et Zemmour entraînent dans leur sillage. Ils sont une menace très réelle pour les travailleurs, les immigrés, les militants de gauche, les féministes, pour tous les progressistes. Cantonnés il y a encore peu à un activisme numérique stérile ou à des groupes marginaux et éparpillés, ils se sont maintenant développés et organisés. On a vu au meeting de Villepinte des centaines de militants pro-Zemmour faire ouvertement des saluts nazis. Ils n'hésitent plus à appeler ouvertement au meurtre de militants La France Insoumise, à lancer des campagnes de harcèlement contre les féministes, à attaquer des manifestations. Ils sont invités sur plusieurs



chaînes de télé pour y diffuser leur haine des migrants et des gauchistes (on a même vu une représentante de Génération Identitaire sur un plateau, alors même que le mouvement avait été dissous!).

Le combat antifasciste est légitime, et plus que jamais nécessaire. C'est pourquoi nous apportons tout notre soutien aux groupes antifascistes attaqués par l'État. Nous dénonçons en particulier la dissolution du GALE (Groupe antifasciste Lyon et environs) par le facho Darmanin, et apportons notre soutien à ces camarades.

QUEL ANTIFASCISME AUJOURD'HUI?

On voit la tendance à ces présidentielles de miser sur un vote « utile » ou « antifasciste » au 1^{er} tour, comme certains qualifient le vote Mélenchon. Faire cela, c'est aller encore vers de graves désillusions.

C'est oublier l'expérience de la gauche au pouvoir¹ avec Mitterrand, Jospin ou Hollande. C'est bien la faillite de la gauche réformiste mais aussi des groupes révolutionnaires qui a laissé les travailleurs désorientés (la gauche = la droite). Orphelins d'une perspective politique, certains d'entre eux se sont tournés vers Le FN/RN et beaucoup se sont abstenus.

.....

¹ Voir aussi notre article sur Tsipras dans ce numéro, p. 17.

C'est faire croire qu'il y a d'un côté les démocrates et de l'autre les non-démocrates, en oubliant le contenu de classe de leur programme. La lutte démocratique doit être liée au combat révolutionnaire, et non pas confiée à tel ou tel politicien bourgeois, même de gauche. Prenons par exemple la régularisation des sans-papiers. Pour un démocrate de gauche, c'est une mesure humaniste et/ou une reconnaissance de leur apport à l'économie française, en rapport avec les besoins en main-d'œuvre des capitalistes. Pour les révolutionnaires, c'est un pas vers l'unité de notre classe, dans le combat commun contre nos exploités. Même mesure démocratique, contenu de classe différent.

Pour conclure, il n'y a pas à notre avis de danger d'instauration d'un régime fasciste à court terme, quand bien même Le Pen ou Zemmour arriveraient au pouvoir. Car la bourgeoisie arrive à maintenir sa domination par des moyens normaux. Mais nous savons que l'aggravation de la crise du capital, de la crise écologique peut nous amener un jour à cette situation. La tâche de l'heure est de construire une organisation révolutionnaire dans les masses, sans attendre cette éventualité, pour que les travailleurs puissent riposter aux attaques de la bourgeoisie et construire une société libérée de l'exploitation.

Tout est encore vrai dans cet extrait de la plate-forme politique de VP écrit il y a 30 ans. Sauf le PS, qui est complètement discrédité (Hidalgo à 1,7 % au 1^{er} tour) et clairement perçu comme un ennemi des travailleurs.

352 - Une démocratie chaque jour plus dure pour les exploités

L'accentuation des contradictions économiques et sociales, comme la montée du chômage, la misère des cités, la pression des nouveaux immigrants fuyant la famine... impose l'adoption de **mesures qui restreignent les droits** de la majorité, et l'accentuation de la répression : restrictions au droit d'asile, au regroupement familial, chasse musclée contre les travailleurs au noir...

Les mesures légales accompagnent une **tendance générale à la réaction** dans tous les domaines : emprisonnement de militants, jeunes abattus dans les cités, sanctions pénales contre les ouvriers en lutte, engorgement des prisons, retour de la morale, glissement à droite de tous les partis dans le sillage du Front National, contrôle accru sur tous les aspects de la vie... Ce ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres.

Mais s'agit-il d'une **fascisation**, au sens de la marche vers une dictature terroriste ouverte de la bourgeoisie, comme le clament ceux qui pointent exclusivement le danger lepéniste? Nous pensons que non. Avancer cela, ça revient, d'une certaine façon, à opposer les partis «républicains» à l'extrême droite, à valoriser les partis «démocratiques», et à passer à la trappe la lutte contre la politique du gouvernement. **«Le Pen aboie, mais le PS mord»** ; et tous les autres partis en font, ou s'apprêtent à en faire autant. Jusqu'aux Verts qui se sont prononcés pour l'arrêt de l'immigration!...

LA DÉMOCRATIE CONFISQUÉE PAR LES MÉDIAS ?



25

Depuis plusieurs années, des journalistes, notamment de grands médias comme BFM-TV ou Radio France, sont régulièrement chassés des manifestations qu'ils ou elles couvrent par des personnes excédées, qui leurs reprochent de mentir sur leurs mouvements et de laver le cerveau du peuple. On en a beaucoup parlé au moment du mouvement des Gilets Jaunes, mais c'était déjà le cas pendant le mouvement contre la loi travail de 2016. La défiance envers ce que beaucoup appellent les « médias mainstream » s'est beaucoup développée dans les classes populaires ces dernières années, avec une aspiration très saine à aller chercher l'information ailleurs et notamment sur les réseaux sociaux pour se faire une idée la plus exacte possible de la réalité. Toutefois, on a pu voir à l'occasion du premier confinement ou de la récente guerre en Ukraine, que l'extrême-droite et des Etats impérialistes et réactionnaires tels que la Russie ou le Qatar cherchent à profiter de cette aspiration à la vérité pour essayer d'intoxiquer l'opinion à leur profit. Dans un monde de plus en plus complexe, plein de pièges et de faux-amis, comment s'y retrouver ? À quelle boussole se fier pour avancer ?

LES MÉDIAS ENTRE INFORMATION, PROPAGANDE ET LOIS DU MARCHÉ

La presse écrite est apparue en Europe à la fin du XV^{ème} siècle et au début du XVI^{ème} siècle avec l'invention de l'imprimerie et la diffusion du capitalisme. Dès le début, elle avait une dimension d'information et une dimension de propagande. Les banquiers et les marchands avaient besoin de se tenir informés régulièrement des guerres, des troubles et des famines pour mener au mieux leurs opérations de spéculation à l'étranger. Encore aujourd'hui la bourgeoisie a besoin de quelques sources d'informations fiables pour se repérer dans le monde. Le rachat en 2015 du quotidien économique de référence « les Echos » par le milliardaire Bernard Arnault a suscité un tollé dans les milieux d'affaires qui craignaient qu'il ne falsifie l'information économique à son profit et au détriment de ses concurrents.

En même temps dès le départ la bourgeoisie européenne utilise la presse écrite comme un outil de propagande pour diffuser son idéologie dans la population, au détriment d'abord de celle de l'Eglise catholique, puis de celle du mouvement ouvrier naissant.

A partir du XIX^e siècle, et au fur et à mesure que les populations d'Europe et d'Amérique du Nord apprennent à lire et accèdent au suffrage universel, elles développent un fort besoin de comprendre le monde qui les entoure. Le capitalisme comprend que les médias ne sont pas seulement un outil d'information et de propagande mais aussi une marchandise et une source de profits potentiels.

L'année dernière le film « Les Illusions perdues » de Xavier Giannoli, adapté d'un roman d'Honoré de Balzac de la fin des années 1830, nous rappelait que la presse de l'époque n'était pas bien différente de nos médias « mainstream » d'aujourd'hui : des entreprises capitalistes qui vendent de l'information comme n'importe quelle marchandise en la rendant la plus attirante possible. Il s'agit non seulement de faire de l'argent en captivant un vaste public de lecteurs et de lectrices, mais aussi de monnayer ce pouvoir auprès de publicitaires prêts à mettre le prix pour placer leurs propres produits. Il s'agit aussi de gagner des appuis dans le pouvoir politique, car on peut vendre un candidat comme une savonnette.

On est au fond pas très loin de ce dirigeant de TFI qui prétendait en 2004 « vendre du temps de cerveau disponible » à Coca Cola.

L'ÂGE D'OR DES MÉDIAS LIBRES N'A JAMAIS EXISTÉ

Les réformistes se réfèrent régulièrement au programme de 1944 du Conseil National de la Résistance (regroupant le PCF, la CGT, le PS, les démocrates-chrétiens) qui prétendait protéger « l'honneur de la presse » en garantissant son « indépendance à l'égard de l'Etat et des puissances d'argent ». Pour eux les médias n'ont fait depuis la Libération que s'éloigner d'un bref âge d'or où les médias ont délivré pendant quelques années une information pluraliste et de qualité à des citoyens et à des citoyennes conscient.e.s et éclairé.e.s. Dans les faits, on a vu apparaître après la guerre des « journaux issus de la Résistance » qui se sont appropriés les imprimeries et les stocks de papier d'un certain nombre de journaux collaborateurs. La plupart, liés aux partis politiques et peu attrayants, ont rapidement été déficitaires et ont demandé l'aide de l'Etat bourgeois pour renflouer leurs fonds (le dernier journal survivant du PCF, *L'Humanité*, fondé en 1904 lance toujours des appels en ce sens).

En effet la presse papier est devenue de moins en moins rentable au fur et à mesure qu'elle était concurrencée par d'autres médias : la radio puis par la télévision. Après des journées de travail de plus en plus intenses, puis des temps de transport de plus en plus longs, les travailleurs et les travailleuses avaient de moins en moins la force de se prendre la tête à lire le journal. La bourgeoisie allait leur vendre du divertissement avec une bonne tartine d'idéologie par-dessus.



.....
Affiches de mai 68

LA TÉLÉVISION : UNE ARME DE PROPAGANDE ET DE DÉPOLITISATION AU SERVICE DU CAPITAL

A partir des années 1960 la télévision a eu un pouvoir sur les esprits comme l'Eglise n'en a probablement jamais eu au temps de sa splendeur. Après mai 68, cette domination a été contestée et des médias alternatifs (journaux et radios), souvent militants ont fleuri un peu partout dans l'Etat français. Ces médias avaient l'ambition de concurrencer l'idéologie dominante en produisant une information faite par les classes populaires et pour les classes populaires (c'était aussi l'époque où le milliardaire Robert Hersant-ancien collaborateur des nazis- rachetait en association avec les groupes Havas et Hachette la majorité des quotidiens locaux « issus de la Résistance »).

En 1981, le gouvernement PS/PCF a prétendu offrir un débouché à la lutte des « radios-libres » en cassant le monopole d'Etat. En moins de 10 ans de grosses radios capitalistes ont fait main basse sur la bande FM, rendant littéralement inaudibles les radios associatives. De la même façon des gros capitalistes ont mis la main sur les chaînes de télévision après que le monopole d'Etat ait été cassé en 1986. On vous épargne les détails sur qui possède quoi (celles et ceux que ça intéresse peuvent lire les publications de l'association Acrimed). En 1965, il y avait une seule chaîne de télévision d'Etat et elle soutenait ouvertement le général de Gaulle, en 2022 il y a 207 chaînes autorisées, conventionnées ou déclarées auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Toutes appartiennent à l'Etat ou à des gros capitalistes. Et toutes ou presque soutiennent plus ou moins hypocritement la candidature d'Emmanuel Macron. Sauf celles du groupe Bolloré (C-News, C8, Canal+) qui soutiennent Eric Zemmour.

BOLLORÉ ET LES AUTRES

Par sa franchise et son cynisme, Vincent Bolloré a une place à part dans le paysage audiovisuel français. Il assume ouvertement de licencier celles et ceux, humoristes comme journalistes, qui contestent de près ou de loin son autorité. Il assume ouvertement d'utiliser ses chaînes de télévision pour diffuser de la propagande anti-IVG (le film *Unplanned*) ou religieuse (la série *The Chosen*). Issu d'une famille qui s'est enrichie sur la misère du prolétariat breton

avant de piller les forêts africaines en exploitant brutalement les populations locales, il assume ouvertement ses relations avec les dictatures les plus violentes du continent comme avec les dirigeants de l'impérialisme français. Après sa victoire de 2007, Sarkozy est parti en vacances sur son yacht.

Mais au fond, Bolloré ne fait que dire tout haut ce que les autres patrons de l'audiovisuel pensent tout bas et avouent à demi-mot, comme Bernard Arnault, déclarant à une commission parlementaire en janvier dernier que « *Si demain (son journal) "les Echos" défendaient l'économie marxiste, je serais extrêmement gêné* ». Bouygues (TF1) est un marchand de béton, Lagardère (qui vient de céder Europe 1 à Bolloré) et Dassault (Le Figaro) sont des marchands de canon... tous ces gens sont liés étroitement à l'Etat français qui leur sert de VPR à l'étranger pour vendre des armes, des palais ou des prisons aux dictatures amies. Il est prévisible que leurs médias soutiennent en retour les guerres de l'impérialisme français.

Les journalistes, souvent issu.e.s de la petite bourgeoisie et formatés à l'idéologie bourgeoise dans leurs centres de formations (CFJ) sont en plus soumis à la ligne fixée par leurs patrons. Sur les chaînes d'info continue (BFM-TV, C-News), ils et elles sont accompagné.e.s d'expert.e.s autopromu.e.s, spécialistes de tout et du reste, sortes de grands prêtres de l'économie de marché qui se font passer pour « neutres », « objectifs », « scientifiques » et sont presque unanimes à vouloir baisser les salaires, précariser les salarié.e.s et les condamner quand ils et elles se révoltent (« violence inadmissible »). Evidemment, tous les journalistes ne communient pas dans le même mépris de classe, mais c'est fortement conseillé pour faire carrière dans ce milieu, où les fortes têtes restent le plus souvent pigistes surexploités.

LES RÉSEAUX SOCIAUX, UNE ALTERNATIVE ?

A partir de 1995, l'usage d'internet s'est répandu dans l'Etat français. L'apparition des réseaux sociaux et de l'internet 2.0 dix ans plus tard a été l'occasion pour beaucoup de rêver d'un monde égalitaire où n'importe quelle personne munie d'un smartphone pouvait devenir un média à part entière, capable de rivaliser avec n'importe quel patron de télévision. Ce rêve se nourrissait d'une défiance croissante à l'égard des médias traditionnels, défiance qui n'était

pas sans fondement. Et en un sens, c'est grâce aux réseaux sociaux et à leurs millions de contributeurs anonymes que la question des violences policières est devenue un sujet de société à part entière, documenté par de nombreuses images, au delà des quartiers populaires, des groupes racisés et des milieux militants qui y sont directement confrontés.

Il est aussi absurde pour un.e révolutionnaire d'être contre les réseaux sociaux que d'être contre l'imprimerie, sous prétexte que nos ennemis l'utilisent pour diffuser leurs idées. Il est également absurde de faire des réseaux sociaux la cause du développement des idées réactionnaires et fascistes dans la société. Ces idées se développent parce que le capitalisme en a besoin.

Pourtant, il faut aussi critiquer l'utopie libertarienne, qui veut qu'une information dérégulée serait obligatoirement une information libre, plus proche de la vérité. De la même façon que les grosses radios capitalistes ont mangé les petites radios libres, la (relative) liberté des réseaux sociaux se révèle souvent être le paravent de la loi du plus fort. Facebook en est la meilleure illustration : 95% de ce qui s'y partage est fabriqué par des marchands de contenus, qui ressemblent comme deux gouttes d'eau (trouble!) aux marchands de journaux du XIXème : des margouilins sans scrupules prêts à vendre n'importe quels bobards pour quelques clics de plus.

LES NOUVEAUX MANIPULATEURS

Evidemment les Etats impérialistes et capitalistes se mettent de la partie. L'exemple de la Russie est connu, avec ses fameuses usines à trolls et ses médias désormais interdits par l'Etat français, *Russia Today* et *Sputnik*... Le gouvernement français a même fait du complot médiatique russe une excuse commode pour expliquer le mouvement des gilets jaunes, comme si la misère ne suffisait pas à expliquer la révolte. Il n'en demeure pas moins que c'est tentant pour tous ceux qui refusent les médias bourgeois de partager de la « contre-information » toute prête et parfaitement marchandisée. C'est la *Sharp Strategy* (stratégie pointue) élaborée par l'Etat russe : exacerber les contradictions de ses adversaires impérialistes. *Russia Today* interviewe ainsi longuement des gilets jaunes, des syndicalistes ou des écologistes français qui seraient au goulag s'ils vivaient en Russie. Et d'autres puissances jouent le même jeu hypocrite du billard à trois bandes. Le

média qatari Aj+ fait la part belle aux militants antiracistes français, alors que le Qatar surexploite ses travailleurs et travailleuses immigré.e.s d'Asie et d'Afrique souvent jusqu'à la mort (leurs concurrents saoudiens de *Kawa* versant quand à eux des larmes de crocodiles sur la liberté d'expression et les droits des femmes au Qatar ou à Gaza).

L'algorithme aidant, l'internaute révolté qui cherchait à s'émanciper des manipulations des médias traditionnels, se laisse peu à peu enfermer dans une bulle par d'autres manipulateurs, et celui qui ne croyait à rien se met à tout croire : que l'ensemble des informations télévisées sont fabriquées de toute pièce par des puissances machiavéliques qui façonneraient la réalité comme dans les romans de Georges Orwell, que Macron a perdu les élections et bourré les urnes, que Poutine n'a jamais déclaré la guerre à l'Ukraine et qu'il y est accueilli en libérateur, que personne ne meurt du COVID et que c'est uniquement le vaccin qui tue, que la victoire du peuple est pour demain et que la révolution est à portée de clic, etc.

L'autre écueil à éviter pour les révolutionnaires, c'est de tomber dans le scepticisme post-moderne à la mode : ne plus croire à rien, croire que la vérité n'existe pas ou qu'elle est inconnaissable, qu'il n'y a que des « narratifs » (le narratif russe, le narratif chinois, celui de Macron...). La vérité existe, elle est notre arme, elle seule nous permet de comprendre le monde et de le transformer.

LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ EST UN COMBAT

Beaucoup d'« anticapitalistes » confondent la vérité avec la *Pravda* (vérité en russe), l'organe central du parti unique de l'ex-URSS, ils sont nostalgiques du CNR et de la presse « issue de la Résistance », soutenue par l'Etat. Ils et elles font une confiance aveugle dans les médias du « service public », c'est-à-dire de l'Etat français (France 2, France 3, France 24, Arte, LCP ou Radio France). Pas nous. La révolution culturelle chinoise (1966-1976) est pour nous une source d'inspiration : elle a vu les masses populaires s'emparer des imprimeries et des journaux du parti. Une révolution « socialiste » qui refuse le débat permanent au sein des masses et qui impose la censure est une révolution moribonde ou déjà morte.



Mais c'est bien compliqué et nombre de militants (politiques, syndicalistes, associatifs) s'interrogent : comment savoir ce qui est vrai et ce qui est faux ? Comment faire le tri dans l'accumulation des informations, détecter les fakenews et les complots ?

Quelques pistes de réflexion et d'aide, appuyées sur notre propre pratique militante :

- Peut-on faire confiance en la presse militante ? Non, pas plus qu'en la presse bourgeoise. On voit très bien deux tendances. D'un côté la croyance aveugle et la doctrine (jusqu'aux fakenews donc) – typiquement les pro-impérialistes poutiniens, archéo-staliniens qui essaient de nous intoxiquer, de la même manière que les bourgeois, impérialistes et fascistes. Une conception idéaliste et métaphysique de la connaissance. De l'autre la rigueur politique et idéologique et l'esprit critique, une conception matérialiste et dialectique de la connaissance : lisez Partisan Magazine et notre site Internet !

- Comment s'y retrouver donc ? Quatre critères.

1. De quel point de vue une information est donnée ? Chercher quelle est la source et ce qu'elle défend, déjà être au clair. Et donc, au départ, quel point de vue idéologique et politique on a sur cette orientation. Ce qui n'empêche pas bien sûr de s'informer de manière contradictoire, mais avec le recul nécessaire : on peut lire Les Echos pour avoir des informations économiques, tout en n'oubliant pas que c'est le journal du MEDEF.

2. Est-ce que l'information relayée est contradictoire et dialectique ou unilatérale ? Oui, il faut s'informer aussi auprès de sources avec lesquelles

on n'est pas forcément d'accord, mais si elles sont assez honnêtes pour présenter des points de vue contradictoires et non manipulateurs.

3. Y a-t-il un point de vue de classe ou pas, un point de vue internationaliste, dans l'information qui est relayée ? Ou s'agit-il d'une information « générale » qui ouvre la boîte au nationalisme et au populisme. Cela a été typique sur la COVID ou la vaccination, cela l'est aujourd'hui sur la guerre en Ukraine.

4. Au final, c'est l'affrontement entre deux visions du monde. Une vision matérialiste, historique et dialectique, scientifique. Ou une vision idéaliste, métaphysique, qui revient à l'empirisme et à la pensée magique. Il n'y a pas de tolérance hypocrite à avoir, le débat sur la vérité, sur le processus de la connaissance est un débat contradictoire. Toutes les « idées » ne se valent pas, la vérité n'est pas relative et existe bel et bien même si parfois on a du mal à y accéder, et c'est le matérialisme scientifique qui permet de s'en approcher peu à peu.

La pensée scientifique révolutionnaire est toujours supérieure à la propagande réactionnaire et fasciste et seule la polémique politique permet de faire progresser les idées justes et reculer les idées fausses. Il ne faut donc pas abandonner le terrain aux complotistes, même si le débat contre la « pensée magique » est souvent ingrat...

Si la revendication du doute est légitime (voir les Gilets Jaunes), elle doit toujours être liée à une vision scientifique et matérialiste du monde. Le passage au communisme est un processus conscient, la liberté d'information est la condition de la conscience, mais il s'agit de libérer l'information tout à la fois de l'Etat et des capitalistes.

ROJAVA : LE MULTIPARTISME CONTRE LA DÉMOCRATIE

Nous avons régulièrement exprimé, en paroles et en actions, notre solidarité avec la lutte de libération du peuple kurde depuis les années 90 et notamment avec la lutte dans l'est et dans le Nord de la Syrie (Rojava). Nous n'avons jamais présenté comme d'autres le Rojava comme une terre paradisiaque où toutes les contradictions des processus révolutionnaires au XX^e siècle auraient été miraculeusement résolues par l'autogestion démocratique (voir notre article « A propos du confédéralisme démocratique » <http://ocml-vp.org/article1637.html>). Les six à sept millions d'habitants de l'Autorité Autonome du Nord et de l'Est Syrien (AANES) tentent surtout de survivre et de préserver leurs acquis démocratiques face à la menace de l'Etat turc, de l'Etat Syrien et au milieu des contradictions entre les différentes puissances impérialistes présentes en Syrie (Russie, USA, France.. .). Le Parti de l'Unité Démocratique (PYD), comme son grand frère le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, présent au Kurdistan de Turquie et à la frontière irakienne) est un front de libération nationale traversé par de multiples contradictions de classes.

Il y a actuellement une importante lutte de ligne au sein du PYD sur différentes questions vitales pour la survie de l'Autorité. En effet les USA font pression en menaçant de lever leur parapluie aérien et suspendre toute fourniture d'armes et de munitions si leurs exigences ne sont pas satisfaites : la rupture des liens entre le PYD et le PKK (dont les bases à la frontières irakiennes sont menacées d'extermination par l'armée turque), l'épuration des membres du PKK qui continuent à combattre au sein des Forces Démocratiques Syriennes, un rapprochement de l'Autorité avec le Gouvernement Régional du Kurdistan d'Irak (un gouvernement de féodaux alliés

aux USA et collaborant avec l'armée turc dans son offensive anti-PKK), et enfin une « gouvernance inclusive » au Rojava.

Il faut réfléchir à ce qui se cache derrière ce joli concept de « gouvernance inclusive ». Il y a un parti dirigeant au sein de l'AANES, c'est le PYD (même s'il a des alliés), ce parti ne se substitue pas à l'Etat (pour l'instant en tout cas) : la gestion des affaires civiles est assurée par des conseils populaires. Ces conseils populaires sont certainement les organismes les plus inclusifs de Syrie puisque toutes les communautés présentes sur le territoire (Kurdes, Arabes, Turkmènes, Syriaques etc.) y sont représentés et que les femmes y sont en parité avec les hommes (dans un ratio de 40 à 60). Ce que les Etats unis appellent inclusivité, c'est autres choses : c'est une plus grande place pour les chefs féodaux traditionnels (notamment arabes), qui ont perdu de leur autorité à la faveur du processus révolutionnaires, et c'est aussi le retour des partis politiques traditionnels (notamment des partis kurdes liés aux grandes familles féodales du Kurdistan d'Irak, Barzani et Talabani).

Il s'agit donc d'éliminer les éléments de démocratie directe issus de la révolution, pour leur substituer une démocratie représentative, avec des élus professionnels, coupés des masses, ne rendant pas de comptes aux masses, mais uniquement aux partis clientélistes et corrompus qui les ont soutenus.

Voilà le modèle de la démocratie occidentale que les impérialistes US voudraient imposer au monde entier.

On pense à une vieille chanson punk belge :

« Si le spectacle électoral n'était pas si propice à l'extension du marché, on ne nous le parachuterait pas en casque bleu, sac de riz à la main, mitraillette à l'épaule » (René Binamé, *Quelques mots sur le cirque électoral*)



**À BAS L'AGRESSION IMPÉRIALISTE RUSSE
CONTRE L'UKRAINE!**

**POUR LE DROIT DES NATIONS
À DISPOSER D'ELLES-MÊMES!**

**DISSOLUTION DE L'OTAN,
GUERRE À TOUS LES IMPÉRIALISMES!**

L'actualité terrible de l'agression impérialiste russe en Ukraine nous a amené à changer un peu le sommaire de ce magazine. Nous complétons donc notre petite plaquette « Questions et Réponses sur la guerre en Ukraine » (voir p. 39) par plusieurs documents trouvés ici et là, commentés par nos soins.

LES CONTRADICTIONS DE CLASSE ET LA GUERRE EN UKRAINE

Source : « Events in Ukraine », 31 mars 2022
<https://eventsinukraine.substack.com/p/class-contradictions-and-the-war>

Cet article a été trouvé sur le blog en anglais d'un militant manifestement d'origine ukrainienne et manifestement marxiste. Il a le grand intérêt de refuser de se laisser piéger dans la guerre des nationalismes et de chercher à comprendre les bases objectives et économiques sous-jacentes. Nous ne connaissons pas ce militant, mais nous trouvons intéressant de diffuser cette explication, traduite par nos soins.



De sérieuses contradictions socio-économiques ont préparé le terrain pour la guerre actuelle. Souvent, la guerre est réduite à un conflit de «nationalismes concurrents», ce qui a pour effet d'aplatir les contradictions de classe qui ont donné naissance à des nationalismes destructeurs. Pour une vision plus progressiste du développement national, il faut un programme clair pour résoudre ces contradictions sociales. Tout d'abord, il faut les comprendre, au lieu de la pratique habituelle qui consiste à présenter un camp comme représentant le Bien et l'autre le Mal.



Dans le **camp du «Maïdan»**, ce sont le chômage généralisé et la migration de main-d'œuvre qui en a résulté, qui ont caractérisé les parties occidentale et centrale de l'Ukraine tout au long de la période post-soviétique.

- Jusqu'en 2014, alors que l'Ukraine restait fortement dépendante de la Russie sur le plan économique, des millions d'habitants de l'ouest et du centre de l'Ukraine ne voyaient que peu ou pas d'avantages économiques. Leurs options étaient le chômage, un emploi informel pour 200 ou 300 dollars par mois s'ils avaient de la chance, ou la migration pour le travail, souvent vers l'UE. En conséquence, une grande partie de la population de l'Ukraine occidentale et centrale a été attirée par le slogan de l'intégration européenne et le sentiment anti-russe.

- Si ma seule source de revenus est de travailler en Pologne ou en Allemagne, et que chaque fois que je franchis la frontière polonaise, je peux obtenir un salaire plusieurs fois supérieur à celui de l'Ukraine, pourquoi ne pas «rejoindre l'UE» (peu importe que l'adhésion à l'UE n'ait jamais été immédiate et que les conditions proposées par l'UE aient aggravé la situation économique de l'Ukraine)?

- Et si le gouvernement central relativement pro-russe n'a rien fait ou presque pour améliorer la situation économique de ma région natale, alors que l'est et le sud de l'Ukraine dominaient le système politique et recevaient les revenus du commerce et des investissements russes, pourquoi ne pas décider que la Russie est la cause de tous les problèmes? En 2013, la région de Donetsk était la deuxième partie la plus riche de l'Ukraine, avec des salaires moyens supérieurs de 35% à ceux des régions de l'ouest de l'Ukraine comme la Ternopolska, et la pension des mineurs

de Donetsk, perçue plus tôt que les autres professions (les mineurs sont étroitement identifiés à l'identité régionale) était supérieure de 35% au salaire moyen ukrainien.

- Ce contexte économique a été utilisé avec bonheur par les agents de l'UE et des Etats-Unis, qui voulaient transformer l'Ukraine en un projet anti-russe et en périphérie exploitable pour leurs propres objectifs géo-économiques.



Pour le camp **«anti-Maïdan»**, le programme économique de Maïdan était un programme de chômage et de catastrophe sociale.

- Tout d'abord, une grande partie de l'est et du sud de l'Ukraine dépend du commerce avec la Russie. Il existe (existait) plusieurs usines technologiquement avancées datant de la période soviétique qui ne pouvaient exister que grâce au commerce avec leurs homologues russes de cette époque. Cela était particulièrement vrai pour des secteurs tels que la construction d'hélicoptères, de machines et de wagons.

- Deuxièmement, les secteurs du transport, comme les célèbres ports d'Odessa ou de Nikolaïv, ou le système ferroviaire, dépendaient de la production russe et biélorussienne qui traversait l'Ukraine pour être exportée sur la mer Noire, ou des touristes russes qui visitaient Odessa. Une anecdote - un membre de ma famille élargie travaille au port d'Odessa. Avant 2014, elle gagnait environ 700 dollars par mois, un salaire tout à fait respectable. Maintenant, elle gagne 250 dollars, en raison de la forte diminution du nombre de navires entrant dans le port.

- L'accord d'association avec l'UE ne pouvait que désindustrialiser l'est et le sud. Ce n'était pas si important pour l'ouest et le centre, essentiellement dépourvus d'industrie. Les quelques investissements de l'UE qui ont eu lieu depuis 2014 ont tendance à s'y concentrer, puisque c'est là que se trouvent les travailleurs aux salaires les plus bas. Mais une grande partie de l'est et du sud est constituée de villes soviétiques «mono-usines», où des centaines de milliers de personnes dépendent principalement ou secondairement d'une énorme usine ou mine soviétique. L'accord d'association avec l'UE a entraîné la libéralisation

du commerce avec les nations européennes économiquement avancées, ce qui a naturellement entraîné la ruine de nombreuses villes de ce type. À titre d'exemple, de nombreux mineurs de la ville de Kriviy Rih gagnaient 1200 dollars avant 2014, et en 2021, ils auront la chance de gagner 300 dollars. En 2021, le ministre de l'énergie a dit aux travailleurs d'une centrale nucléaire (un autre secteur fortement intégré dans le commerce avec la Russie et le Belarus) d'«aller travailler en Pologne, puisque la bible de l'économie d'Adam Smith nous dit que si un pays est meilleur dans l'agriculture que dans le raffinage de l'uranium, il doit se concentrer sur l'agriculture».

- L'accord d'association avec l'UE, les divers accords de l'OMC concernant les subventions publiques à l'industrie auxquels le gouvernement post-Maïdan a stupidement adhéré, et le crédit du FMI dont la condition est de réduire l'intervention économique de l'État, tout cela signifiait qu'aucune aide à la vieille industrie du sud-est n'était possible.

- Compte tenu des différentes normes écologiques et de consommation de l'UE, sans parler de leur industrie plus productive, l'industrie du sud-est ne pourrait pas survivre sans une immense modernisation menée par l'État. Le premier ministre de Ianoukovitch a calculé en 2013 qu'environ 164 milliards de dollars US auraient été nécessaires rien que pour cela, un chiffre qui, aujourd'hui, selon certains commentateurs ukrainiens, était dans les clous. Naturellement, l'UE n'a rien fait de tel et, après des années de demande de la part du gouvernement ukrainien, elle n'a accepté aucune condition simplifiée d'entrée sur le marché européen pour les exportations industrielles ukrainiennes.

- Une grande partie de l'industrie du sud-est dépendait d'une sorte d'aide de l'État ou de protection du marché étranger, ce qui a été complètement interdit après 2014, puis tout simplement impossible depuis que le budget a été considérablement réduit et s'est orienté vers l'armée, la police, et le remboursement du FMI et d'autres créanciers internationaux.



Ces contradictions sociales ont été une condition cruciale - une condition nécessaire, mais

pas la seule - pour le conflit bien connu qui a émergé en 2013-2014. Il serait erroné de dire que son aspect militaire a commencé dans le Donbass - on pourrait tout aussi bien dire qu'il a commencé à la fin de l'année 2013, lorsque les «semi-prolétaires» de l'ouest de l'Ukraine (des personnes bloquées dans le secteur informel ou agricole chez elles et contraintes de travailler comme migrants à l'étranger) ont pris d'assaut des postes de police et ont emporté leurs armes pour se battre à Maïdan dans la capitale. Lorsque le même processus s'est répété dans le Donbass, mais par les anti-Maïdan, la différence était que les forces du Maïdan disposaient maintenant du pouvoir d'État et étaient déterminées à utiliser la force militaire pour le défendre.

C'est pourquoi, alors que les dirigeants des deux camps sont globalement des bourgeois ou des petits-bourgeois (ces derniers étant généralement des «activistes politiques» de type ONG ou paramilitaires), ils ont bénéficié à différents moments d'un certain soutien de masse dans leurs régions.

La guerre ne s'est jamais vraiment résumée à une sorte de désir primitif de détruire la culture ou la nation de l'adversaire. Les slogans «anti-russes» ou «anti-ukrainiens» ont simplement trouvé une réponse en raison des contradictions sociales susmentionnées, où chaque partie percevait l'autre partie du pays comme cherchant à détruire ou à maintenir à un niveau inférieur sa position économique.



Au fur et à mesure que la guerre progressait, cette rhétorique nationaliste et son intensification ont servi deux fonctions :

- Exprimer la colère due à la mort de ses proches ou de ses concitoyens dans la guerre, sans critiquer son propre gouvernement pour son rôle (un acte aux conséquences menaçantes pour les deux camps).
- Élever la guerre au rang de conflit primordial sans causes rationnelles puisque l'adversaire est purement mauvais. Si cela est vrai, alors il est clair qu'aucun compromis pacifique pour mettre fin à la guerre n'est possible. Cela sert les intérêts de divers groupes paramilitaires, de politiciens

nationalistes et d'opérations de contrebande à travers la frontière militarisée et la «zone grise», qui bénéficient tous de la poursuite de la guerre. Bien que cela dépasse les limites de cet article, ce n'est pas non plus une coïncidence si certaines puissances étrangères aiment financer des groupes ayant une perspective ethno-nationaliste afin de prolonger le conflit et d'affaiblir ainsi les États ennemis qui y sont engagés.



Revenons au présent. La transformation de l'Ukraine en un régime pro-russe ou la création de nouvelles «républiques populaires» par la campagne militaire russe entraînerait des résultats économiques insatisfaisants pour les masses de la population :

- Le problème fondamental est que l'économie russe n'est pas particulièrement supérieure à l'économie ukrainienne. Le PIB par habitant plus élevé de la première est largement dû à l'argent du pétrole et du gaz, qui est concentré à Moscou et à Saint-Petersbourg, ainsi que dans quelques autres capitales régionales. La plupart des villes et des régions rurales ne se distinguent pas vraiment de leurs analogues ukrainiens. Selon les statistiques officielles, le salaire moyen dans des villes régionales comme Rostov (540 \$), près de la frontière ukrainienne, était supérieur d'environ 200 dollars à celui de la région analogue de Kharkiv (350 \$) en Ukraine. Mais les salaires en Pologne sont souvent supérieurs de 500 à 1 000 dollars à ceux de l'Ukraine. Pendant ce temps, l'économie russe s'est dégradée ces dernières années en raison des sanctions, des mauvais prix de l'énergie sur le marché mondial et de la désintégration constante de l'ancien complexe industriel soviétique, que les capitalistes n'ont aucun intérêt à moderniser. Bien que les «sanctions» soient dirigées contre la Russie, cette liste de problèmes économiques est la même pour l'Ukraine.

- La soi-disant «intégration à l'UE» offre au moins l'espoir, aussi illusoire soit-il, de «devenir comme l'Allemagne», ou au moins la Pologne. L'intégration à la Russie signifie essentiellement la même chose. Pour beaucoup de gens, en l'absence de toute alternative progressiste, l'espoir d'un mieux vaut mieux que la stagnation, même si cette «euro-intégration» aggrave en fait la situation économique.

• Une fois cette guerre terminée, l'Ukraine sera économiquement dévastée. C'est une chose de «reconstruire» (avec des centres commerciaux et des mosquées) la ville tchéchène de Grozny après l'avoir envahie. Mais l'Ukraine est un pays de 40 millions d'habitants. Dans des conditions de sanctions paralysantes, d'une économie nationale déjà faible qui ne reçoit que peu d'investissements, et d'une tâche énorme de reconstruction économique, il est très difficile d'imaginer que la Russie puisse même reconstruire l'Ukraine à son niveau économique déjà faible de 2021.



Compte tenu de tout cela, il est intéressant de comparer la guerre actuelle avec **la création de l'Ukraine soviétique** en 1917-1921.

• Dans la guerre entre le gouvernement ukrainien nationaliste et pro-allemand de la Rada et les bolcheviks, le premier considérait les bolcheviks comme une armée d'envahisseurs russes. Étant donné que, lorsqu'ils sont entrés en Ukraine, le gros de leurs forces était constitué de soldats russes, associés à des soldats russophones issus des usines du Donbass, cette impression était fondée, bien que de plus en plus de forces ukrainiennes locales aient rejoint l'Armée rouge à mesure que la guerre se poursuivait.

• Cependant, le camp «russe» a fini par l'emporter. Pourquoi? Parce qu'il offrait une vision progressiste du développement socio-économique aux masses ukrainiennes. La paysannerie ukrainienne (la majeure partie de la population ukrainienne de l'époque) voulait une réforme agraire progressive, et le gouvernement de la Rada n'était pas disposé à la mettre en œuvre, alors que les bolcheviks l'étaient. Volodymyr Vynnychenko, le Premier ministre de l'éphémère gouvernement de la Rada, a écrit ces réflexions sur la chute de ce gouvernement :

« Les éclats des canons tirés de l'autre côté du Dniepr ont arrosé le toit du bâtiment de la Tsentral'na Rada. Ces canons étaient les nôtres, ils n'avaient pas été amenés de Moscou. Ils appartenaient à nos formations militaires ukrainiennes. La plupart de l'armée bolchevique était composée de nos propres soldats. Ces mêmes régiments Doroshenko et Sahaidachny qui avaient tenu bon à Kiev nous tiraient maintenant les cheveux et nous donnaient des coups de pied dans la colonne vertébrale ».

« À cette époque, juste après le départ de la Tsentral'na Rada de Kiev [les bolcheviks s'en étaient emparés], quiconque passait quelque temps parmi la population et surtout les soldats ne pouvait que constater une antipathie particulièrement forte des masses populaires envers la Rada. À cette époque, je ne croyais plus à un attachement particulièrement fort du peuple à la Rada Tsentral'na. Mais je n'avais jamais imaginé qu'il pouvait y avoir une telle haine. Surtout parmi les soldats. Et encore plus parmi ceux qui ne pouvaient même pas parler en russe, mais seulement en ukrainien...»¹.

• Nous pouvons comparer cette situation avec la situation actuelle, où la population ukrainienne n'a guère intérêt à soutenir les forces militaires russes. À l'époque comme aujourd'hui, le soutien aux forces russes pouvait avoir des conséquences mortelles si vous étiez pris par le gouvernement. Mais la Russie d'aujourd'hui n'offre aucun modèle progressiste de développement socio-économique, et il n'est donc pas surprenant que ses forces ne reçoivent pas un soutien de masse significatif.

L'absence de tout modèle de développement socio-économique progressiste signifie que le nationalisme militariste devient hégémonique.

• Dans des conditions de guerre et de bombardement, les gens accusent naturellement le camp qui les bombarde et soutiennent la rhétorique nationaliste selon laquelle «il faut se battre jusqu'au bout et ne faire aucun compromis, car on ne peut pas faire de compromis avec l'ennemi maléfique».

• Cela peut conduire l'ennemi à s'emparer de plus de territoires comme monnaie d'échange pour forcer son adversaire à accepter ses demandes - ce qui, à son tour, convainc davantage l'autre camp que l'ennemi est irrationnellement mauvais/expansionniste et qu'il ne peut faire l'objet d'un compromis. Ce qui, à son tour, intensifie souvent ce cycle destructeur, avec des conséquences négatives pour l'État et l'intégrité territoriale, dont on parle tant de nos jours.

.....
¹ Cité dans "The Workers Movement and the National Question in Ukraine", Marko Bojcun, 2020, pages 307, 308.

QUE DISAIT LÉNINE SUR L'UKRAINE ?

Poutine s'est fait remarquer en critiquant Lénine qui avait accordé l'indépendance à l'Ukraine, en réaffirmant les positions réactionnaires de la bourgeoisie russe de l'époque, à savoir que l'Ukraine n'existe pas, qu'elle n'est qu'une région de la Grande Russie.

Lénine a effectivement toujours polémique sur la question, dès l'époque du tsarisme (années 1913- 1914), et ensuite durant la république bourgeoise entre février et octobre 1917.

Nous publions un très court texte de cette dernière époque, une charge cinglante contre les Cadets (Parti Constitutionnel Démocratique, qui représente la bourgeoisie russe avant et autour de la Révolution de février 1917), qui réaffirme le Droit des Nations à Disposer d'elles-mêmes, quel que soit le régime réactionnaire qu'elles aient à leur tête.

À la relecture aujourd'hui, on y retrouve déjà une critique définitive de tous les pro-Poutine qui sévissent en particulier dans notre pays.

LÉNINE

« L'UKRAINE » - OC T25 P90
publié dans la Pravda du 28 Juin 1917

La faillite de la politique du nouveau Gouvernement provisoire, gouvernement de coalition, ressort avec un relief de plus en plus accentué. L'« Acte universel » sur l'organisation de l'Ukraine promulgué par la Rada centrale d'Ukraine et adopté le 11 juin 1917 par le Congrès des délégués des unités militaires d'Ukraine, constitue une dénonciation directe de cette politique et la preuve tangible de sa faillite.

« Sans se séparer du reste de la Russie, sans rompre avec l'État russe, est-il proclamé dans cet acte, le peuple ukrainien doit avoir sur son territoire le droit de disposer lui-même de sa propre vie... Toutes les lois visant à établir l'ordre ici, en Ukraine, ne peuvent être promulguées que par notre assemblée ukrainienne ; quant aux lois qui établiront l'ordre sur toute l'étendue de l'État russe, elles doivent être l'œuvre d'un parlement de toute la Russie ».

Paroles d'une clarté parfaite. Elles disent avec une précision absolue que le peuple ukrainien ne veut pas actuellement se séparer de la Russie. Il réclame l'autonomie, sans nier le moins du monde la nécessité et l'autorité supérieure d'un « parlement de toute la Russie ». Pas un démocrate, pour ne rien dire d'un socialiste, n'osera contester l'entière légitimité des revendications ukrainiennes. Pas un démocrate, de même, ne peut nier le *droit* de l'Ukraine à se séparer librement de la Russie : c'est précisément la reconnaissance sans réserve de ce droit, et

elle seule, qui permet de mener campagne en faveur de la libre union des Ukrainiens et des Grands-Russes, de l'union *volontaire* des deux peuples en un seul Etat. Seule la reconnaissance sans réserve de ce droit peut rompre effectivement, à jamais et complètement, avec le maudit passé tsariste qui a *tout fait* pour rendre *étrangers les uns aux autres* des peuples si proches par leur langue, leur territoire, leur caractère et leur histoire. Le tsarisme maudit faisait des Grands-Russes les bourreaux du peuple ukrainien, entretenant systématiquement chez ce dernier la haine de ceux qui allaient jusqu'à empêcher les enfants ukrainiens de parler leur langue maternelle et de faire leurs études dans cette langue.

La démocratie révolutionnaire de la Russie doit, si elle veut être vraiment révolutionnaire, si elle veut être une vraie démocratie, rompre avec ce passé, reconquérir pour elle-même et pour les ouvriers et les paysans de Russie la confiance fraternelle des ouvriers et des paysans d'Ukraine. On ne peut pas y arriver sans reconnaître dans leur intégrité les droits de l'Ukraine, y compris le *droit* de libre séparation.

Nous ne sommes pas partisans des petits Etats. Nous sommes pour l'union la plus étroite des ouvriers de tous les pays contre les capitalistes, les « leurs » et ceux de tous les pays en général. C'est justement pour que cette union soit une union librement consentie que l'ouvrier russe, ne se fiant pas une minute, en rien, ni à la bourgeoisie russe, ni à la bourgeoisie ukrainienne, est actuellement partisan du droit de séparation des Ukrainiens, ne voulant

pas *imposer* à ceux-ci son amitié, mais *gagner la leur* en les traitant comme des égaux, comme des alliés, comme des frères dans la lutte pour le socialisme.

La *Retch*, journal des contre-révolutionnaires bourgeois exaspérés, fous de rage, attaque furieusement les Ukrainiens en raison de leur décision « arbitraire ». « L'acte des Ukrainiens » serait « un crime manifeste contre la loi, appelant sans délai de sévères sanctions légales ». On ne saurait rien ajouter à ce déchaînement bestial des contre-révolutionnaires bourgeois. A bas les contre-révolutionnaires de la bourgeoisie! Vive la libre union des paysans et des ouvriers libres de la libre Ukraine avec les ouvriers et les paysans de la Russie révolutionnaire!

.....

1. La *Rada centrale d'Ukraine*, organisation bourgeoise nationaliste et contre-révolutionnaire, créée en avril 1917, au Congrès national d'Ukraine à Kiev, par le bloc nationaliste des partis et des groupes ukrainiens bourgeois et petits-bourgeois. Le président de la Rada était M. Grouchevski, idéologue de la bourgeoisie ukrainienne, son adjoint était V. Vinitchenko. Faisaient partie de la Rada Petlioura, Efrémov, Antonovitch et autres nationalistes. Elle s'appuyait, sur la bourgeoisie urbaine et rurale, les koulaks, les intellectuels nationalistes petits-bourgeois. La Rada centrale s'efforçait de consolider le pouvoir de la bourgeoisie et des propriétaires terriens ukrainiens, de mettre sur pied un Etat bourgeois ukrainien en utilisant dans ce but le mouvement de libération nationale d'Ukraine. Sous le couvert de la lutte pour l'indépendance nationale, la Rada s'efforçait d'entraîner à sa suite les masses populaires ukrainiennes, de les détacher du mouvement révolutionnaire de Russie, de les subordonner à la bourgeoisie ukrainienne et d'empêcher la victoire de la révolution socialiste en Ukraine. La Rada soutenait le Gouvernement provisoire malgré des divergences au sujet de l'autonomie de l'Ukraine. Après la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, la Rada se proclama organe suprême de la « République populaire d'Ukraine » et engagea une lutte ouverte contre le pouvoir des Soviets. Elle fut un des principaux centres de la contre-révolution en Russie. [Note de l'éditeur]



Soldats ukrainiens manifestant avec drapeau national et fanfare à Saint-Petersbourg/Petrograd, mars 1917

QUESTIONS ET RÉPONSES SUR LA GUERRE EN UKRAINE



<http://ocml-vp.org/article2326.html>

en anglais <http://ocml-vp.org/article2328.html>,

et en espagnol <http://ocml-vp.org/article2329.html>

Nous avons publié cette petite plaquette le 8 mars, pour répondre aux multiples questions et craintes, ou idées fausses répandues autour de nous. Une quinzaine de questions, toutes encore d'actualité.

39



1. Peut-on renvoyer Russes et Ukrainiens dos à dos?
2. Mais Poutine, l'OTAN, l'UE?
3. Quelle est l'Histoire de l'Ukraine?
4. L'Ukraine est-elle une nation?
5. Que se passe-t-il dans le Donbass?
6. Les Russes d'Ukraine sont-ils opprimés?
7. L'Ukraine est-elle dirigée par des Nazis?
8. Pourquoi Poutine a-t-il envahi l'Ukraine?
9. Que viennent faire l'OTAN et l'UE là-dedans?
10. La Russie est-elle un pays impérialiste?
11. Est-ce qu'on va vers la 3^e Guerre Mondiale?
12. Quel est le rôle de la Chine?
13. Faut-il soutenir les sanctions ou une intervention de l'OTAN?
14. Quel sera l'impact sur nos vies?
15. Un avenir incertain, mais un potentiel de révolution!



Il nous faut ajouter aujourd'hui deux questions supplémentaires :

16. Faut-il revendiquer « des armes pour l'Ukraine », comme a pu le faire un temps le NPA?

La question n'est pas nouvelle et s'était déjà posée en Bosnie (voir notre article de 1994 en ligne « Bosnie : faut-il exiger la levée de l'embargo sur les armes? » <http://ocml-vp.org/article815.html>). Notre position est claire :

- En négatif, nous nous opposons à TOUS les blocus et TOUTES les sanctions envers TOUTES les parties. Nous, comme communistes, n'avancions pas en positif l'exigence de livrer des armes, dans la mesure où elles serviront au premier chef le gouvernement réactionnaire pro-occidental, voire aux secteurs fascistes, mais nous reconnaissons au peuple ukrainien le droit de s'armer. S'il y avait des Brigades Internationales progressistes (à l'instar de la Guerre d'Espagne, ou du Rojava), la question serait évidemment à rediscuter.
- Quoiqu'il en soit, l'OTAN arme massivement et lourdement Zélenki et la question ne se pose plus. Cette position est détaillée dans l'article sur la Bosnie dont nous parlons ci-dessus.

17. Faut-il accueillir les réfugiés?

Evidemment. Déjà plus de 10 millions de réfugiés dans les pays voisins, surtout femmes, enfants et personnes âgées. Mais cet accueil doit être inconditionnel, quel que soit la couleur de la peau (les Africains, ou les dizaines de milliers d'Indiens abandonnés par Modi), quelle que soient les orientations sexuelles (en particulier les transgenres sont refoulés par les gouvernements réactionnaires comme la Pologne). Les frontières doivent être ouvertes sans conditions, dans le cadre de la libre circulation et de la protection des victimes.

L'occasion de souligner à nouveau le traitement absolument discriminatoire envers les populations syriennes ou afghanes, les migrants africains qui fuient elles aussi la guerre et la misère. L'humanité occidentale est à sens unique et très intéressée envers des populations bien blanches et européennes, mais en construisant murs et barbelés contre les populations des pays dominés d'Afrique et d'Asie.

UNE DISCUSSION AUTOUR DES « QUESTIONS ET RÉPONSES SUR LA GUERRE EN UKRAINE »

Mi-avril, une rencontre a eu lieu une rencontre entre militants de VP et quelques contacts, pour discuter un peu plus à fond sur la guerre en Ukraine, en partant de notre plaquette de « Questions et Réponses », qui a par ailleurs un franc succès de diffusion, traduite d'ailleurs en plusieurs langues.

Quelques réflexions issues de cette rencontre :

- Il est sans doute excessif de comparer l'invasion de l'Ukraine à celle de l'Irak et de la Lybie. Dans le cas présent, l'Ukraine est un régime ouvertement libéral et réactionnaire qui a clairement choisi le camp de l'OTAN, des USA et de l'Europe. C'est donc de manière très marquée l'affrontement entre deux camps impérialistes ce qui n'était pas le cas pour les autres interventions. Écriture trop rapide qu'il ne faut pas renouveler.
- Il y a autour de la guerre de multiples contradictions qu'il faut démêler :

- L'affrontement entre l'OTAN et les USA d'un côté et la Russie post 1989 humiliée comme puissance déclinante (comme l'Allemagne en 1939).
- Le Droit des Nations à disposer d'elles-mêmes, illustré par l'agression de la Russie impérialiste contre l'Ukraine.
- Les contradictions internes à l'Ukraine, entre l'Ouest et le Sud-Est, articulées sur des visions différentes du nationalisme ukrainien, et des contradictions de classe différentes.
- Les contradictions de classe internes à l'Ukraine, qui s'entremêlent avec des revendications nationalistes.

Nous sommes d'accord pour dire qu'actuellement la contradiction principale est bien celle du Droit des Nations à disposer d'elles-mêmes, mais il ne faut pas abandonner les autres. Hors de question par exemple de soutenir d'une quelconque façon le camp bourgeois Zelenski pro-OTAN et pro-UE à la tête de l'Ukraine.

Mais nous étions tous d'accord pour dire que l'analyse était bien compliquée et que garder une position de classe était sur le fil du rasoir !

- Concernant les fameux « nazis » ukrainiens, nous étions tous d'accord pour constater leur existence, au moins sous la forme d'un ultra-nationalisme radical. S'il peut être marginal au niveau électoral, il est certain qu'il imprègne la société, parce qu'il a montré sa radicalité et sa détermination à combattre la domination russe. Ainsi, même si tout le bataillon Azov était exterminé à Marioupol, il restera le caractère héroïque de sa résistance jusqu'au bout (pour la population ukrainienne) et donc la possibilité qu'il « fasse des petits ». L'idéologie repose sur des faits matériels, et malheureusement il n'y a pas de Combattants Internationaux Internationalistes pour proposer une alternative. Le caractère très pro-impérialiste de l'Ukraine y est sans doute pour quelque chose, à la différence de l'Espagne républicaine.

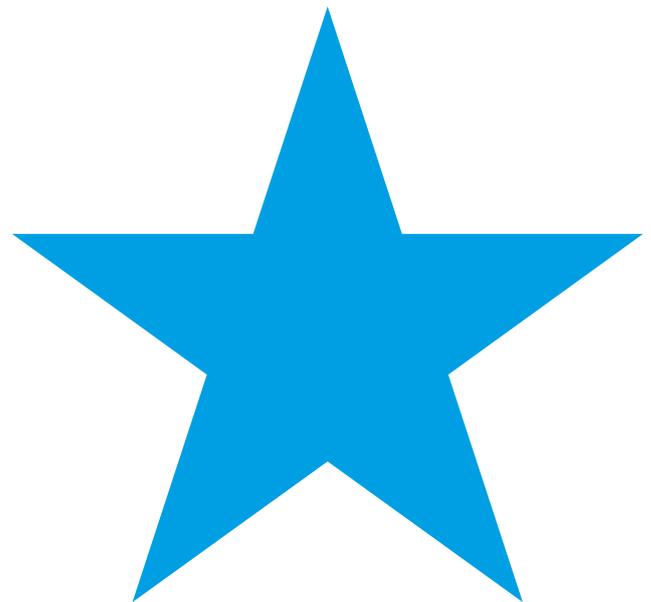
- D'une question à l'autre, sans être pour autant contradictoire, le texte n'est pas assez précis sur les contradictions de classe en Russie même. Qui d'ailleurs lui confèrent au premier chef son caractère impérialiste, ce qui n'est pas précisé. Il faut être clair, on soutient les pacifistes, on soutient le prolétariat russe contre son exploitation, on combat le nationalisme de tous les côtés.

- En Russie même on constate la force incroyable du nationalisme autour du ciment de la « Grande Guerre Patriotique anti-nazie », qui se manifeste dans l'appui à Poutine. Et qui débouche sur des conceptions quasiment fascistes génocidaires contre les Ukrainiens dans leur ensemble, considérés comme des nazis à éliminer dans leur globalité. Des textes théoriques disponibles (<https://www.leshumanites.org/post/le-mein-kampf-de-poutine-dénazification-de-l-ukraine-l-effrayante-tribune-de-t-sergueïtsev>) ont été cités pour illustration.

- Quand on parle de la situation géopolitique mondiale, des contradictions entre OTAN et Russie, la place de la Chine etc. il faut faire très attention à mettre en avant un point de vue de classe. Comme il manque véritablement une internationale antiimpérialiste, la tentation est forte à mener le débat en termes d'idées en l'air, sans appui sur la réalité véritable des contradictions de terrain. Exemple, quand on parle du pillage des ressources en Afrique ou en Amérique Latine par la Chine, des révoltes et mobilisations que cela provoque, son caractère impérialiste devient tout de suite beaucoup plus clair.

- Sur la création de l'Ukraine et son caractère d'état national, il a été rappelé qu'en fait les nations ne sont apparues qu'avec la consolidation du capitalisme, au XIX^e et au début du XX^e siècle, et pas seulement dans l'Europe de l'Est. Auparavant, c'était le féodalisme qui régissait le caractère des Etats, mouvant selon les alliances et les enjeux conjoncturels.

De nombreuses autres questions ont été abordées, débat riche et complexe, et on peut vraiment dire que nous avons avancé, collectivement, dans notre compréhension de la situation.



À PROPOS DU BATAILLON AZOV

Extrait d'une Interview d'un combattant ukrainien du Comité de Résistance anti-autoritaire.

Source : <https://hackinglordsutch.org/interview-du-comite-de-resistance-anti-autoritaire-ukrainien/>

En complément avec les éléments de notre plaquette « Questions et Réponses », nous publions des extraits de cette interview qui apporte des précisions nécessaires et connues par ailleurs sur l'influence réelle de l'extrême-droite en Ukraine. C'est en effet l'argument préféré de Poutine pour justifier son intervention impérialiste, et des militants pro-Poutine en France (par exemple le site « Unité CGT »), qui répandent au fil des réseaux sociaux l'image caricaturale d'un régime nazi en Ukraine. Précisons que par ailleurs, nous ne partageons pas les positions des anarchistes ukrainiens, mais ce témoignage est à la fois précis et intéressant, et mérite donc d'être connu.

Certains militants français ne savent pratiquement rien de l'Ukraine et résumement cela au bataillon Azov, exagérant le phénomène. Qu'en est-il vraiment du bataillon Azov et quelle est sa véritable place dans la société ukrainienne? Quelle est votre analyse des enjeux auxquels la gauche ukrainienne et les anti-autoritaires seront confrontés après la guerre, maintenant que le bataillon Azov prend une part active à la Résistance contre l'armée d'État russe?

Le bataillon Azov a été formé en 2014, comme l'un des "bataillons de volontaires" pour lutter contre la menace des séparatistes dans le Donbass. Le

noyau du bataillon était composé de membres de l'organisation néonazie "Patriot d'Ukraine". Plus tard, le bataillon a été officiellement intégré dans la structure de la Garde nationale d'Ukraine et a atteint la taille d'un régiment complet (900 à 1 000 soldats). Malgré de nombreuses critiques, le régiment n'a jamais été dissous, car il était considéré comme une unité de combat efficace alors que la guerre dans le Donbass faisait rage et parce que le régiment avait la protection d'Arsen Avakov, le ministre de l'intérieur, qui a finalement perdu son poste de 50 ans il y a un an en raison de scandales de corruption et de violence dans la police.

Plus tard, les membres du bataillon Azov ont formé une organisation politique « Corps civil » puis un parti « Corps national ». Cependant, ce parti n'a jamais atteint une popularité significative, n'obtenant pas plus de 1 à 2% des voix aux élections. D'après ce que j'ai entendu, le parti et le régiment s'éloignaient de plus en plus : des gens plus politisés rejoignaient le parti, tandis que ceux qui s'intéressaient davantage aux affaires militaires restaient dans le régiment. Il y a également eu des scandales dus aux meurtres mystérieux de certains des officiers d'Azov – le principal suspect était un nazi biélorusse Sergei Korotkih (alias Botsman alias Maluta) qui a rejoint les rangs de l'Azov puis a quitté le parti du Corps national et a probablement tué quelques-uns de ses adversaires politiques d'Azov pour gagner plus de pouvoir. Korotkih était également soupçonné d'autres meurtres politiques. Pour cette raison, il semble que le régiment d'Azov se soit éloigné de la politique ainsi que du parti.

Maintenant, le régiment Azov combat l'armée russe dans la ville de Marioupol, avec plusieurs autres unités militaires ukrainiennes, telles que les marines et les forces de police spéciales. Comme la ville est complètement encerclée, il n'est pas sûr qu'ils survivent jusqu'à la fin de la guerre. D'autre part, les anciens membres d'Azov ont formé une autre unité appelée Azov-Kharkiv et ont rejoint le combat dans la région de Kharkiv, il est donc possible que leur héritage perdure sous une forme ou une autre.

Au-delà du cas spécifique du bataillon Azov, existe-t-il des problèmes causés par des militants d'extrême droite en Ukraine, et comment la gauche et la population en général s'organisent-elles pour y faire face ?

Comme je l'ai mentionné, le régiment Azov lui-même est axé sur la vie militaire et ne participe pas beaucoup à la vie politique, cependant, ses anciens membres l'ont fait, tout comme d'autres groupes d'extrême droite, non associés à l'Azov. En fait, il y a un grand nombre de petits groupes d'extrême droite impliqués dans la politique de rue, et il est difficile de les surveiller car ils se divisent, s'unissent, se réorganisent et changent constamment d'identité. Leur activité impliquait diverses attaques contre des événements et des centres sociaux de gauche, féministes et LGBTQ+, une campagne contre des supposés « toxicomanes », lorsqu'ils ont attaqué

des bars et des discothèques dans le quartier de Podil à Kyiv, où ils ont affirmé que la drogue était vendue, et l'implication dans certaines bagarres autour des affaires de construction à Kyiv. Les combats autour des entreprises de construction doivent être clarifiés, car il s'agit d'un problème spécifique à l'Ukraine. Kyiv est la ville la plus riche d'Ukraine, donc le terrain dans la ville et dans les villes qui l'entourent est très cher. Dans leur soif d'argent, les entreprises de construction commencent à construire des maisons et des centres commerciaux sans autorisations appropriées, souvent dans des zones trop proches d'autres maisons ou sur des terres censées être protégées en tant que réserve naturelle. Ils souloient la police et embauchent des personnes violentes, dont l'extrême droite, comme « sécurité » pour leurs chantiers de construction, souvent pour lutter contre la population locale, qui est en colère contre la construction illégale. D'autres groupes d'extrême droite utilisent cela comme un avantage et viennent sur les chantiers pour protester contre eux, améliorant ainsi leur image de relations publiques. Après cela, les dirigeants du groupe d'extrême droite ont souvent reçu de l'argent des entreprises de construction pour cesser de soutenir les manifestations. C'est ainsi que certains dirigeants de l'extrême droite ukrainienne sont devenus très riches. Cependant, cela a provoqué de nombreux désaccords dans le mouvement d'extrême droite et ils se battent beaucoup plus souvent qu'ils ne combattent la gauche.



En général, le soutien de l'extrême droite est très faible. Ils ont acquis une certaine popularité avant 2013 car certaines personnes les ont vus comme une sorte d'opposition efficace à un président pro-russe Victor Ianoukovitch (qui était également bien plus détesté à cause de sa corruption et de son autoritarisme, pas tellement à cause des politiques pro-russes). Plus tard, lors de la révolution de Maïdan et de l'invasion russe en Crimée et dans le Donbass, l'extrême droite a été très active, ce qui lui a permis de rester populaire. Cependant, ils n'ont jamais été aux commandes de tout le pays et, au fil des années, leur popularité a diminué. Lors des élections de 2019, le bloc uni des partis d'extrême droite n'a obtenu qu'un peu plus de 2 % des voix et n'a réussi à faire entrer qu'un seul de ses membres au parlement. Les autres partis parlementaires sont centristes ou de centre-droite. Arsen Avakov, le ministre de l'Intérieur, avait également démissionné en raison de scandales policiers. Avakov a utilisé l'extrême droite pour obtenir certains avantages politiques : il leur a permis d'attaquer différents événements et manifestations, puis les flics se sont présentés et ont arrêté les assaillants. Après quelques heures, les flics libéraient l'extrême droite du département de police sans aucune accusation, et Avakov déclarait à la télévision que c'était sa direction réussie qui avait empêché la violence.

Alors que la situation avec l'extrême droite est difficile, je voudrais souligner à nouveau qu'ils n'ont jamais contrôlé le pays, et les paroles de Poutine sur le régime nazi ukrainien ne sont qu'une excuse bon marché pour justifier son invasion impérialiste. Au contraire, Poutine lui-même a dit à plusieurs reprises auparavant que son philosophe préféré était Ivan Ilyin – un penseur d'extrême droite exilé par les bolcheviks, qui plus tard a soutenu les fascistes italiens et les nazis allemands lors de leur montée au pouvoir, qui s'était également prononcé à plusieurs reprises contre les Ukrainiens comme une menace pour la Russie. Sans parler des liens et du soutien financier de Poutine avec divers partis d'extrême droite et politiciens occidentaux – comme Marine le Pen, Eric Zemmour en France, Victor Orbán en Hongrie, le parti AfD en Allemagne et d'autres.

Nous publions ci-contre la déclaration d'une organisation ukrainienne (Conseil de Coordination du Mouvement Ouvrier, membre du rassemblement international ICOR), et nous assurons les camarades de notre solidarité pleine et entière.

A la lecture de ce document, on ressent la catastrophe vécue par les camarades et le peuple ukrainien, coincés entre l'intervention impérialiste de Poutine et le gouvernement ultra-libéral et pro-occidental de Zelensky. La situation est extrêmement difficile, mais ils ne doivent pas lâcher prise, et (si l'on peut dire) profiter de la période de se renforcer, car une période de guerre est aussi une période de grande faiblesse des ennemis, de révolte populaire, propice au regroupement et à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Les camarades ont raison de rappeler la glorieuse histoire de la guerre anti-nazie, et ils font vivre cette tradition! Néanmoins, une remarque notable : il manque une référence à la solidarité internationale, en particulier avec le peuple et la classe ouvrière russe, écrasés par l'exploitation capitaliste, ainsi qu'avec les pacifistes russes qui s'expriment au prix d'énormes risques pour eux et leurs proches. Nous comprenons le désespoir des camarades et ne voudrions surtout pas nous poser en donneurs de leçons. Ils peuvent compter sur notre soutien! Une collecte de soutien a été mise en place pour soutenir les camarades de cette organisation, nous la relayons : <https://www.icor.info/2022-3/ukraine-appel-aux-dons>



DÉCLARATION KSRD D'UKRAINE 19 MARS 2022

« Le régime pro-fasciste de Poutine poursuit son agression contre l'Ukraine. Des milliers de civils, dont plus de 200 enfants, ont été tués depuis le début de l'invasion. Des immeubles de grande hauteur, des hôpitaux, des écoles brûlent, l'aviation et l'artillerie font leur travail sanglant.

Au tout début de notre organisation, dans les années 1990, nous avons mis en garde contre la véritable nature du chauvinisme des grandes puissances russes, qui, à l'époque, était souvent déguisé sous des slogans de «renaissance de l'URSS». Aujourd'hui encore, l'agression de la clique de Poutine est couverte par des slogans d'«antifascisme» et des références au passé soviétique. La vérité est que l'impérialisme russe est l'héritier du social-impérialisme soviétique en termes d'aspirations cupides et de mépris cynique pour les intérêts réels des travailleurs. Comme l'URSS renaissante, les patrons de la Russie d'aujourd'hui considèrent le peuple ordinaire de leur pays comme une simple ressource pour la réalisation de leurs intérêts particuliers.

De son côté, l'impérialisme occidental est intéressé à vaincre la clique de Poutine par les mains du peuple ukrainien. Et, par conséquent, d'avoir accès aux riches ressources de la Russie. Les pays occidentaux prétendent qu'ils ne sont «pas directement impliqués dans la guerre» et espèrent que l'armée de Poutine soit broyée en Ukraine par les Ukrainiens, avec l'aide des armes occidentales.

Tout cela retombe sur les épaules du peuple dans la douleur et le sang. Déjà environ 10 millions de personnes dans notre pays sont obligées de quitter leur maison, dont près de 4 millions de réfugiés en Europe. Les interventionnistes détruisent les logements, les infrastructures civiles, volent et terrorisent les citoyens ordinaires. Un certain nombre de grandes villes sont

constamment attaquées par les fascistes de Poutine - ce sont Kiev, Tchernigov, Sumy et Kharkov. Et dans la ville encerclée de Mariupol, c'est la catastrophe humanitaire : il n'y a pas de nourriture, pas d'eau, et les corps des morts restent à même les rues. C'est tout à fait comparable aux événements survenus à Leningrad assiégée pendant la Grande Guerre patriotique de 1941-45, lorsque les troupes allemandes ont encerclé la ville et ont tenté de la prendre.

Dès les premiers jours, nous avons commencé à aider les travailleurs, nous avons formé avec eux l'Initiative civile d'entraide, qui, dans des conditions critiques, aide à obtenir de la nourriture et d'autres produits de première nécessité. Certains magasins et pharmacies fonctionnent, mais dans les conditions de bombardements et de combats, beaucoup ne peuvent tout simplement pas s'y rendre. En outre, de nombreuses entreprises et organisations ont cessé de fonctionner, et les travailleurs se retrouvent sans moyens de subsistance. Ce sont ces personnes que nous aidons en priorité.

De nombreuses personnes pacifiques prennent leur revanche sur les agresseurs, en formant des détachements de partisans et en attaquant les troupes et le matériel de Poutine derrière les lignes, dans la meilleure tradition des partisans rouges de la Grande Guerre patriotique. Mais l'essence de la guerre reste la même : c'est une lutte entre le nouveau régime impérialiste de Poutine et l'impérialisme occidental, menée sur le territoire de l'Ukraine et au détriment de la vie des gens ordinaires. Nous déclarons résolument : à bas l'impérialisme ! Les guerres impérialistes n'apportent que tristesse, souffrance et mort aux peuples du monde.

À bas la guerre bourgeoise !

Mort aux criminels de guerre !

À BAS LES PRO-IMPÉRIALISTES POUTINIENS!

Avertissement et rectificatif - 21 mai 2022

Cet article critique de manière cinglante les pro-impérialistes poutiniens, à partir d'un texte du Parti Maoïste Russe, reçu tout à fait officiellement à notre boîte mail et dont nous avons vérifié l'authenticité sur le site Internet du parti.

Nous avons appris, une fois l'impression de notre magazine achevée, qu'un militant connu du parti était en fait un agent poutinien, qu'il a usurpé le site du PMR et y publie désormais ses propres positions. Selon des informations confirmées, il a été immédiatement exclu, car le PMR s'oppose clairement à la guerre impérialiste de Poutine, et en subit les conséquences en termes de répression.

Malheureusement le mal était fait, et il était trop tard pour corriger notre publication.

Nous présentons nos excuses aux camarades russes, et les assurons de notre solidarité en cette période difficile.

Par ailleurs tout l'argumentaire de l'article reste opportun concernant la critique des pro-impérialistes poutiniens, tels que nous les connaissons par exemple en France. Il n'y a donc pas lieu de le remettre en cause, seule l'attribution au PMR n'a plus lieu d'être.

46

Alors mettons les points sur les i et les barres sur les t : la Russie est un pays bien impérialiste, successeur du social-impérialisme soviétique de l'après-guerre. Qu'il s'agisse d'interventions militaires (Afghanistan...), de domination économique (le sucre à Cuba), de soumission et de vassalisation de régimes des pays dominés (Ethiopie, Syrie), d'affrontement et de rivalités avec les autres impérialismes (USA, Europe, Chine), il n'y a rien à défendre. D'autant que l'impérialisme est d'ABORD la marque d'un pays dont les rapports de production internes (l'exploitation des prolétaires, des paysans et autres secteurs sociaux) sont parfaitement capitalistes. Au fait, ils en pensent quoi les pro-Poutine de la situation des classes en Russie? De l'exploitation? De la pénétration des monopoles impérialistes étrangers (Renault, Total, LVMH, Auchan, Leroy-Merlin...) et de l'intégration au marché mondial?

Nous publions ci-après une déclaration qui est une caricature obscène du soutien à Poutine de la part d'un parti russe qui se dit « maoïste » - et membre de l'ICOR, les camarades ukrainiens doivent être ravis de les côtoyer!!! Ce qui, soit dit en passant, en dit long sur la base d'unité de ce rassemblement international, supposément marxiste-léniniste...

Bref.

Cette déclaration mérite d'être connue pour être dénoncée définitivement :

- Déjà, voilà des militants qui se disent communistes et qui soutiennent leur propre bourgeoisie.



- Pour eux, la Russie n'est pas un pays impérialiste, n'est pas expansionniste, il n'y a pas de guerre, mais une opération militaire spéciale (les mots de Poutine). Et si l'Ukraine ne se soumet pas, elle sera « complètement écrasée ». Les mêmes mots des Etats-Unis contre la guerre du Vietnam !
- Poutine est certes anticommuniste et réactionnaire, mais « moins » que Zelenski... Voilà une nouveauté marxiste intéressante, la notion de plus ou moins dans le caractère réactionnaire d'un régime.
- La déclaration défend, sans une once de recul les prétendues républiques de Donetsk et Lougansk, sans imaginer une seule seconde une caractérisation marxiste de ces créatures, mafieuses, corrompues, et soumises à l'impérialisme russe.
- Dans cette période, les intérêts du prolétariat « coïncident temporairement » avec ceux de la bourgeoisie. Depuis Lénine, on sait pourtant sans doute possible, que la bourgeoisie des pays impérialiste a perdu tout caractère progressiste
- Toute la responsabilité du conflit revient à l'OTAN, la Russie ne fait que se défendre. On en arrive même à voir des caricatures où l'illustration des bombes sont celles des USA. On croit rêver. Quant au supposé facteur de paix si la Russie réussit à occuper l'OTAN, chacun comprend que c'est une mauvaise blague.
- Le fait qu'il existe d'autres impérialistes (USA, Europe – dont la France, Chine) sources de malheurs partout sur la planète est évident. Les peuples d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Amérique Latine et d'Asie en subissent les conséquences dans leurs chairs tous les jours. Cela ne change absolument rien à la nature de la Russie et de l'intervention poutinienne en Ukraine.
- La dénonciation et la répression des pacifistes russes contre la guerre, renvoie à la dénonciation et la répression des pacifistes américains pendant la guerre du Vietnam. Les impérialistes russes subiront en Ukraine le même sort que leurs prédécesseurs !

Bref, une déclaration odieuse, pro-impérialiste, le ralliement de militants qui se prétendent « maoïste » à leur propre bourgeoisie, dans une grande « union sacrée » contre l'ennemi. Comme en août 1914, ou en 1939 en France, le ralliement de fractions progressistes à la sainte alliance avec l'impérialisme français contre l'impérialisme allemand...

Et pourtant, nous la diffusons, pour que personne ne puisse dire qu'il ne savait pas ! Et aussi pour démarquer les camps : il n'y a aucune unité possible avec les militants qui répandent de pareilles bêtises anti-marxistes ! Ce qui ne concerne évidemment pas le prétendu Parti Maoïste de Russie, mais tous les pro-Poutine pro-impérialistes en France, par exemple les militants qui diffusent les inepties du site « Unité CGT » !

<http://maoism.ru/en/21071> - 17 mars 2022

Brève présentation des motifs, justifications, objectifs et conséquences de l'opération militaire spéciale (OMS) de la Russie en Ukraine.

La question des motifs de l'opération ne devrait pas vraiment être posée à la Russie, car ce n'est pas elle qui l'a choisie. L'opération a été imposée par les circonstances suivantes :

- *Les attaques continues de l'Ukraine contre la République populaire de Donetsk (RPD) et la République populaire de Louhansk (RPL), où vivent, soit dit en passant, près d'un million de citoyens de la Fédération de Russie ;*
- *L'expansion continue de l'OTAN à l'est ;*
- *La déclaration du président Zelensky sur la possibilité de se retirer du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (Mémoire de Budapest).*

Le véritable responsable de ce conflit a été sans aucun doute un autre pays, à savoir les États-Unis. D'une part, il est bien connu que le gouvernement ukrainien est subordonné aux États-Unis. D'autre part, les États-Unis sont le seul bénéficiaire évident du conflit, puisqu'ils n'ont pas caché leur volonté de perturber l'ouverture du gazoduc Nord Stream 2. Comme vous pouvez le constater, tout se tient : ce conflit est organisé du début à la fin par l'impérialisme américain, ses satellites de l'OTAN et le régime nationaliste ukrainien fantoche. La réponse militaire de la Russie, entièrement forcée, est toujours défensive.

Beaucoup fondent leur critique de l'OMS sur une analyse du discours de Poutine du 21 février comme étant anticommuniste. Permettez-moi de m'expliquer. Sans aucun doute, Poutine est un anticommuniste - comme tout autre politicien bourgeois. Mais il y a une différence entre l'anticommunisme du régime de Moscou et celui du régime de Kiev. Ce dernier place intentionnellement et systématiquement l'anticommunisme au cœur de son identité nationale. La différence ici est la même qu'entre le petit désordre et le gangstérisme.

En outre, le discours de ce Poutine ne contient pas d'anticommunisme extraordinaire. Oui, il appelle V. I. Lénine, avec une pointe de condamnation, le «créateur et l'architecte» de l'Ukraine soviétique, mais il stipule directement : «Je n'essaie pas de faire porter le chapeau à qui que ce soit. La situation dans le pays à cette époque, avant et après la guerre civile, était extrêmement compliquée ; elle était critique». Il est étrange qu'un conservateur anticommuniste (qui a une vision plutôt étroite) comprenne mieux la dialectique historique que les marxistes-léninistes qui entreprennent de l'exposer.

Puis Poutine a dit de manière provocante : «Vous voulez la décommunisation ? Très bien, cela nous convient parfaitement. Mais pourquoi s'arrêter à mi-chemin ? Nous sommes prêts à montrer ce que de véritables décommunisations signifieraient pour l'Ukraine». Cela ressemble à un aveu pur et simple d'anticommunisme. Cependant, pour tous ceux qui connaissent bien la question, il est évident que Poutine n'a pas parlé ici de son anticommunisme (réellement existant), mais a seulement raillé les nationalistes ukrainiens (littéralement avant cela, il parle avec une désapprobation évidente de leur démolition des monuments de Lénine). Vous pouvez, bien sûr, le prendre au mot, mais c'est un niveau d'analyse infantile.

Les objectifs de l'OMS sont également ouvertement et clairement déclarés : «protéger les civils dans le Donbass, garantir la reconnaissance par Kiev des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk ainsi que la souveraineté de la Russie sur la Crimée, démilitariser et dénazifier l'Ukraine, et garantir son statut de neutralité et de dénucléarisation».

Dites-moi maintenant lequel de ces objectifs est injuste ou réactionnaire ?

Bien sûr, si l'Ukraine refuse obstinément de se conformer à ces demandes justes, elle sera complètement écrasée, et alors la bourgeoisie russe ne manquera pas d'ajouter des revendications injustes et prédatrices au-delà. C'est à cela que le régime fasciste et militariste de Kiev conduit aujourd'hui son pays. Son obstination à mener une guerre injuste est une véritable trahison nationale ! Toutes les forces progressistes devraient exiger que le régime de Zelensky accepte immédiatement des conditions équitables et établisse la paix.

Quelles seront les conséquences du succès de l'OMS ? Bien sûr, il n'est pas question d'une avancée immédiate vers le socialisme ou de l'établissement d'une sorte de régime «populaire». Ces personnes naïves qui exposent pompeusement l'impérialisme de la Russie et le capitalisme de la RPD et de la RPL forcent une porte ouverte. Il s'agit de quelque chose de complètement différent. Bien sûr, les capitalistes russes sont poussés par le désir de faire du profit, mais maintenant leurs intérêts ont temporairement coïncidé avec les intérêts immédiats du prolétariat et du peuple. Premièrement, l'oppression nationale sera considérablement réduite dans la région. Deuxièmement, le régime fasciste néo-banderiste (Stepan Bandera était un dirigeant nazi ukrainien, glorifié par le régime ukrainien moderne) tombera. Troisièmement, l'expansion de l'OTAN sera stoppée et partiellement repoussée. Tous ces changements seront favorables à la sécurité et à la paix dans la région, ainsi qu'au développement du mouvement socialiste.

La dernière chose qu'il convient de dire ici concerne le prétendu «mouvement pour la paix» russe. Ici, il faut comprendre, tout d'abord, que ce mouvement n'est pas véritablement populaire, il est sous la domination des libéraux, qui lui donnent un caractère anticommuniste et pro-OTAN. Les communistes perdent la face en y participant. Deuxièmement, son exigence d'arrêter l'OMS signifie en réalité aujourd'hui la capitulation de la Russie, l'abandon du Donbass à la boucherie néo-bandériste, la préparation de la reddition immédiate de la Crimée et l'expansion imparable de l'OTAN. Sous les slogans «pour la paix» se cache en fait un mouvement pour une guerre impérialiste. Et si nous soulevons la question de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, il s'avère «soudainement» que ces hypocrites ne sont «pas prêts» et suggèrent que les peuples du monde attendent simplement qu'ils acquièrent la force appropriée.

Mais après tout, lorsque des gangsters vous attaquent, vous appelez la police bourgeoise, et vous ne vous détendez pas en attendant une révolution socialiste, n'est-ce pas ? Soyez adéquats et appliquez la dialectique marxiste, s'il vous plaît !

SOUTENONS LES FEMMES RÉVOLUTIONNAIRES AFGHANES!

L'actualité de la guerre a fait passer le sort des femmes afghanes au deuxième plan, une nouvelle fois abandonnées. Nous leur donnons la parole néanmoins, car notre soutien de 20 ans est indéfectible. Deux déclarations et des photos dans cet article un peu particulier. La déclaration de l'OCML Voie Proletarienne à l'occasion des 35 ans de l'exécution de Meena, la fondatrice de RAWA. Et des extraits de la déclaration de RAWA pour le 8 mars, journée internationale des femmes. Les photos sont celles de l'activité politique et humanitaire de RAWA, dans la clandestinité.

49



.....
**Rassemblement
clandestin et militant
décembre 2021**



.....
Rassemblement clandestin anti-impérialiste décembre 2021

35 ANS APRÈS L'ASSASSINAT DE SA FONDATRICE, LONGUE VIE À RAWA

Déclaration de l'OCML Voie Proletarienne

Chères sœurs combattantes de RAWA
 Voilà 45 ans que vous poursuivez le combat contre toutes les puissances impérialistes, russe, américaine, européenne et toutes les forces fondamentalistes et réactionnaires.

Le 4 février 1987, il y a 35 ans, votre fondatrice, Meena, a été assassinée pour cette cause, par les agents des services secrets afghans soutenus par le KGB russe.

Et aujourd'hui encore, avec le retour des Talibans au pouvoir, ces marionnettes barbares produits des interventions impérialistes successives, vous poursuivez le combat dans la clandestinité, en Afghanistan même, à Kaboul, Herat ou ailleurs, pour le peuple afghan et plus particulièrement pour le droit des femmes. Pas d'exil à l'Occident pour vous, mais le travail souterrain et clandestin, politique et humanitaire, qu'il s'agisse du soutien aux réfugiés, de l'aide alimentaire aux démunis, d'écoles clandestines pour les femmes, ou de courageuses manifestations de protestation plus ou moins publiques.

Nous saluons votre détermination et votre courage, avec tout notre respect pour les difficultés que vous rencontrez et que vous devez surmonter.

A deux reprises, en 2002 puis en 2008, nous avons accueilli une représentante de RAWA pour des tournées de soutien dans notre pays, qui intervenait alors militairement dans le vôtre. Aujourd'hui, tous les matamores comme Sarkozy,

Hollande ou Macron vous ont abandonnées, car les enjeux géostratégiques impérialistes n'en valent plus la peine, la prétendue défense des femmes n'était qu'un prétexte publicitaire pour justifier leur intervention. Nous, communistes maoïstes de France restons à vos côtés, dans le combat commun contre l'impérialisme (sous toutes ses formes, français en particulier pour nous) et la réaction, pour le droit des femmes et une véritable démocratie populaire.

Camarades de RAWA, puisque nous nous permettons de vous appeler ainsi, votre fondatrice Meena n'est pas morte pour rien. Les graines qu'elle a semées continuent de pousser, de nouvelles générations de femmes surgissent au combat, les nouveaux impérialistes et réactionnaires seront battus comme les anciens.

Nous, communistes maoïstes de France sommes à votre disposition, à notre modeste échelle, pour élargir le soutien à votre cause lumineuse! Mort à l'impérialisme, qu'il soit américain, européen, français, russe ou chinois!

Pour une véritable libération démocratique, pour un Afghanistan libéré de l'impérialisme et du fondamentalisme réactionnaire!

Pour une libération des femmes appuyée sur ce combat anti-impérialiste et démocratique! Vive la solidarité internationale! Vive la résistance des femmes afghanes!

Longue vie à RAWA, l'Association Révolutionnaire des Femmes Afghanes!



Auprès des réfugiés de Hérat, novembre 2021



Cérémonie clandestine de commémoration de la mort de Meena, février 2022



École clandestine de RAWA, janvier 2022



Auprès des réfugiés de la province de Balkh, novembre 2021



Distribution d'aide alimentaire, février 2022



Réunion clandestine pour la journée contre les violences faites aux femmes, novembre 2021



.....
**Rassemblement
clandestin
décembre 2021**

Les femmes afghanes ne se soumettront JAMAIS à la plus misogyne des organisations inhumaines

**Déclaration de RAWA à l'occasion de la Journée internationale de la femme
(traduction OCML VP – texte complet : <http://ocml-vp.org/article2327.html>)**

Les femmes afghanes, retenues en captivité par le groupe le plus misogyne et le plus inhumain de l'histoire de notre pays, en raison de la trahison et des crimes commis pendant 20 ans par les Etats-Unis, l'OTAN et leurs mercenaires afghans, vivent une époque cruelle et odieuse. Les conditions actuelles prouvent que le monde les a une fois de plus complètement oubliés. À la veille de la Journée internationale de la femme, une campagne de grande envergure en faveur des femmes afghanes était attendue dans le monde entier, mais en raison de la crise ukrainienne et du conflit entre les superpuissances militaristes opposées, le cas de l'Afghanistan, et surtout de ses femmes, est une fois de plus devenu complètement indifférent. [...]

Nous pensons que la lutte contre le terrorisme serait incomplète sans la lutte contre l'impérialisme et ses idéologies. Quarante ans de trahison de la Maison Blanche et de ses mercenaires fondamentalistes ou non ont prouvé par l'expérience au peuple afghan qu'une patrie ne

peut être sauvée en s'appuyant sur une puissance extérieure et ses marionnettes. Ce n'est qu'avec le slogan de la mort au fondamentalisme et à l'impérialisme, sous la bannière de la démocratie laïque, que nous pourrions surmonter ce désastre catastrophique et ouvrir la voie à une indépendance politique et économique totale, à la liberté et à la justice sociale. Les femmes afghanes doivent être à l'avant-garde de cette grande lutte, car elles ont montré dans la pratique qu'elles avaient le potentiel et la détermination nécessaires à une si grande cause. Bien que nous n'attendions pas la moindre chose des gouvernements occidentaux en guerre et des dirigeants des pays voisins impliqués en Afghanistan, nous appelons les forces progressistes, les organisations de défense des droits des femmes, les personnalités progressistes et les militants pour la paix à se ranger du côté des femmes et du peuple misérable d'Afghanistan et à dévoiler et condamner les interventions de leurs décideurs.

LIRE

VICTOR CASTANET

LES FOSSOYEURS

RÉVÉLATIONS SUR LE SYSTÈME
QUI MALTRAITE NOS AÎNÉS

fayard

LES FOSSOYEURS

VICTOR CASTANET

Fayard 2022, 390 p., 22,90 €

Ce livre est cher, empruntez-le ! Mais il est simple et vivant, vous pouvez le lire...

Si vous avez vu le reportage de Cash Investigation, avec Elise Lucet, sur le groupe Korian, certaines méthodes de truands des capitalistes des EHPAD ne vous étonneront pas. Mais le livre de Victor Castanet est l'histoire d'une enquête très complète sur le groupe Orpéa, le n° 1 des groupes privés. Korian, le n° 2, ne s'est mis à imiter ses méthodes qu'en 2014.

Le secteur privé ne représente que 22% des EHPAD, le secteur associatif 29%, et le secteur public 49%. Cette position minoritaire du privé n'est pas forcément rassurante car, on le sait, la « bonne gestion » de l'industrie, le juste-à-temps, le stock zéro, les contrats précaires et autre « lean production », passent lentement et sûrement du privé au public. Pourquoi le « parcage des vieux » (l'expression est du PDG d'Orpéa – page 115) y échapperait ?

Le résultat est proprement scandaleux, et ce livre a fait scandale. Il décrit, de la base au sommet, un système criminel. D'un côté, « une dame de 98 ans qui pleure régulièrement parce qu'elle n'a pas ses trois ou quatre couches par jour (...). Il faut savoir qu'elle paie entre 3700 et 4000 euros par

mois » (p. 134). De l'autre, un siège social qui a limité à 41 centimes par jour et par personne la dépense des protections hygiéniques pour incontinence (p. 168).

Le seul impératif est un taux de croissance très confortable pour les actionnaires, accessoirement un séminaire annuel de luxe pour les directeurs à l'autre bout du monde, dans des lieux touristiques de prestige. Pendant ce temps, des résidents sont carrément dénutris, parce que les dépenses de nourriture sont limitées au centime près, et que le manque de personnel fait qu'une seule aide-soignante doit aider plus de 20 personnes à manger. Mission impossible. Ce manque de personnel ne cause pas seulement des souffrances, mais de temps à autre des morts...

La plus grande partie de l'enquête a lieu à Neuilly-sur-Seine, dans un établissement où les tarifs montent jusqu'à 10 000 euros par mois, et c'est significatif. L'exploitation, la souffrance, la misère, la mort même, dans des banlieues populaires, n'auraient pas fait scandale. Mais quand la bourgeoisie elle-même est atteinte, le problème devient insupportable! On sillonne ensuite toute la France, sans toutefois aller au-delà, alors que le groupe est largement international.

Par contre, des éclairages divers sont projetés, à l'aide d'exemples concrets, sur le rôle de l'Etat, la complicité entre capitalistes et hauts fonctionnaires, l'absence de volonté et l'absence de moyens de contrôle, le pantouflage des élus, l'argent de la Sécu détourné, les fausses déclarations, les embauches insuffisantes et précaires, la politique syndicale, la manière de licencier, les directeurs d'établissements réduits au rôle d'exécutants... Pour le directeur général d'exploitation, le principe global consiste à « rouler sur la ligne jaune » (p. 145), c'est-à-dire dans l'illégalité, mais de telle sorte que « lorsqu'on apercevait les flics au bout de la route, on pouvait donner un petit coup de volant pour se remettre bien ».

Est-ce que ce n'est pas ce principe qui va s'appliquer à la suite de ce bouquin? « Un petit coup de volant », quelques petits correctifs, des efforts de présentation pour pouvoir continuer à exercer une exploitation, à assurer une croissance, et revenir chevaucher la ligne jaune dès que possible.

Il faut voir dans Orpéa un exemple de réussite capitaliste, et une image de l'ensemble de notre société. Ceci, dans un secteur en expansion, celui de « l'or gris » (de la couleur des cheveux) du « papy-boom » qui fait suite au « baby-boom » de l'après-guerre.

Cette réalité nous interroge aussi sur notre programme communiste concernant les « vieux ». D'abord, le « parcage » dans des maisons dédiées, est-ce que ce n'est pas une des tares de notre société? Au départ, déjà, est-il normal de nous faire bosser comme des machines pendant 42 ans, puis de nous traiter en parasites et privilégiés parce qu'on ne travaille plus? Dans la Chine des années révolutionnaires, les anciens se rendaient utiles dans leur quartier en fonction de leurs forces ; ils faisaient le tour des écoles primaires pour raconter la vie et le travail sous l'ancien régime... Combien de retraités dans les associations en France aujourd'hui? Et combien d'associations font le travail que l'Etat ne fait pas?

Ensuite, remarquons la nuance entre EHPAD et maisons de retraite. Dans l'appellation « Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes », le dernier mot fait la différence. Ce sont des institutions médicalisées. Une sorte de branche hospitalière, et il faudrait les reconnaître comme telles. Il faudrait aussi élargir le refus du « parcage ». Dans certains cas, un malade, un fou, un délinquant doivent être strictement isolés, mais dans l'ensemble c'est une facilité discriminatoire, et contre-productive.

Notons aussi ce constat du journaliste Castanet à Neuilly : « Un mouvement coordonné se met en place ; ce sont les femmes qui vont en prendre l'initiative » (p. 81). Les filles de résidents, le plus souvent. Les femmes sont majoritaires parmi les résidents eux-mêmes, comme parmi le personnel soignant, et le personnel de nettoyage, jamais cité.

Enfin, un mot n'apparaît jamais, qui pourtant résume tout, c'est : le capitalisme. « Ce n'est pas le besoin qui détermine fondamentalement la décision, c'est une équation budgétaire » (p. 100). « Personne ne peut dire ce qu'est un soin de qualité, donc on s'en fout » (p. 124).

C'est quoi l'horreur capitaliste? Lisez Les Fossoyeurs!



TOUJOURS DISPONIBLES

Les précédents numéros de *Partisan Magazine* sont toujours disponibles !

Vous pouvez encore les commander à notre boîte postale en nous joignant un chèque à l'ordre de VP Partisan à l'adresse suivante :
OCML Voie Prolétarienne - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex

– Les numéros 1 à 15 sont disponibles en intégralité sur ocml-vp.org –

ÉPUISÉ N°1 • La classe ouvrière aujourd'hui en France : en voie de disparition?

N°2 • Palestine – Kurdistan : quelles solidarités ?

N°3 • Racisme, marxisme et révolution

N°4 • L'alternative communiste

DERNIERS NUMÉROS! N°5 • Le Maoïsme, notre arme de combat

N°6 • Verts parce que Rouges

N°7 • Organisation et Révolution, leçons du mouvement ouvrier

N°8 • 1917-2017 Faire vivre le Révolution Communiste

N°9 • Lutter contre la pénibilité, lutter contre l'exploitation

N°10 • Féministes révolutionnaires

N°11 • Mai-Juin 1968 : Brisons les vieux engrenages

N°12 • Afrique : résistances et révolution

N°13 • Travailler tous, moins, autrement

N°14 • Le monde tremble, les révolté-es cherchent un chemin

N°15 • Chimie, le profit contre la santé

N°16 • Et après? On redémarre la machine capitaliste ou on change de système?

N°17 • Crise, licenciement, lutte pour l'emploi

N°18 • Gardons le cap!

3,50€

FRAIS D'ENVOI
INCLUS

Les librairies où trouver Partisan Magazine

Librairie Transit
45 Bd de la Libération
13001 Marseille

L'Antidote
88, rue Avron
18000 Bourges

Librairie Terra Nova
18 Rue Léon Gambetta
31000 Toulouse

Librairie Vent d'Ouest
5 place du Bon Pasteur
44016 Nantes BP 31626

Librairie La charrue
28 rue de Couéré
44110 Chateaubriant

Librairie Les Nuits Bleues
21, rue Maillé
49100 Angers

Librairie Terre des Livres
86 rue de Marseille
69007 Lyon

Librairie Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
75005 Paris

Librairie La Brèche
27, rue Taine
75012 Paris

Librairie Le Rideau Rouge
42, rue de Torcy
75018 Paris

Page et Plume
4, place de la Motte
87000 Limoges

Undersounds
6, rue de Gorre
87000 Limoges

Espace El Doggo
22, rue de la Loi
87000 Limoges

Librairie Folies d'Encre
14, place du Caquet
93200 Saint-Denis

Librairie Envie de Lire
16, rue Gabriel Péri
94200 Ivry-sur-Seine

Librairie Aurora
Avenue Jean Volders 34
1060 Saint-Gille - Belgique

Maison Norman Béthune
9697 bd Saint-Laurent - local 303
Montréal - Canada

Librairie Le Gai Savoir
79, avenue Farhat Hached
Place Barcelone
Tunis - Tunisie

Abonnements

S'ABONNER POUR 3 NUMÉROS À PARTISAN MAGAZINE

	SOUS PLI	OUVERT	FERMÉ
1 exemplaire	15€	25€	
2 exemplaires	21€	35€	
3 exemplaires	27€	45€	



NOUVEAU!

ABONNEMENT NUMÉRIQUE

Recevez votre mag par mail

3 numéros : 10 Euros



**Flashez pour
vous abonner
en ligne!**

**Paiements par chèque à l'ordre de :
VP-PARTISAN**

BP N° 133

93213 Saint Denis la plaine cedex

CCP : N°23 743 83 G Paris

**Identifiant international de compte (IBAN)
FR30 - 2004 - 1000 - 0123 - 7438 - 3602 - 084**

**Identifiant International
de l'établissement (BIC)
PSSTFRPPPAR**

PARTISAN

MAGAZINE

- 1** **Éditorial : bilan des élections**
- 6** **Interview sur la classe ouvrière**
- 9** **DOSSIER : DÉMOCRATIE**
- 9** **Le système parlementaire**
- 13** **La démocratie nous échappe, inutile d'essayer de la réparer!**
- 17** **Tsipras en Grèce : la démocratie soumise au capital**
- 22** **Y a-t-il un danger fasciste?**
- 25** **La démocratie confisquée par les médias?**
- 31** **Rojava, le multipartisme contre la démocratie**
- 32** **DOSSIER : UKRAINE**
- 33** **Les contradictions de classe et la guerre en Ukraine**
- 37** **Que disait Lénine sur l'Ukraine?**
- 39** **Questions/réponses sur la guerre en Ukraine**
- 42** **À propos du bataillon Azov**
- 44** **Déclaration du KSRD d'Ukraine – 19 mars 2022**
- 46** **À bas les pro-impérialistes poutiniens!**
- 49** **Soutenons les femmes révolutionnaires afghanes !**
- 53** **Lire : Les Fossoyeurs**

ABONNEZ-VOUS !

PARTISAN MAGAZINE est la publication de l'OCML Voie Proletarienne.
Son objectif? Donner des outils de compréhension politique et théorique
pour toutes les personnes qui luttent au quotidien contre ce système qui broie
nos vies et ne nous offre aucun avenir autre que la misère et la guerre.
Le meilleur moyen de nous soutenir et de soutenir ce magazine est de vous abonner.

— **Plus d'infos page 57** —

Partisan Magazine n°20 sortira fin 2022